



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



Rapport de l'Afrique subsaharienne 2013

**Réunion Mondiale sur
l'Éducation Pour Tous**

Muscat, Sultanat d'Oman, 12-14 mai 2014

Table des matières

1. INTRODUCTION	5
2. LA SITUATION DE L'EPT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	5
OBJECTIF EPT 1: EDUCATION ET PROTECTION DE LA PETITE ENFANCE.....	7
OBJECTIF EPT 2: EDUCATION PRIMAIRE UNIVERSELLE	7
OBJECTIFS EPT 3 ET 4: ALPHABETISATION DES JEUNES ET DES ADULTES	10
OBJECTIF EPT 5: PARITE EN MATIERE DE GENRE.....	11
OBJECTIF EPT 6: QUALITE DE L'EDUCATION	11
AUTRES QUESTIONS CLES.....	13
3. L'ACCELERATION DE L'EPT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	14
LE CONCEPT DE « LA GRANDE POUSSEE »	14
ETAT D'AVANCEMENT DE LA GRANDE POUSSEE.....	17
4. AGENDA DE L'EDUCATION POST 2015	22
LA CONSULTATION REGIONALE DE L'UNESCO EN ASS.....	22
AUTRES FORUMS CONSULTATIFS	25
REVUE DE L'EPT ET REUNION DES MINISTRES AFRICAINS DE L'EDUCATION	28
5. COORDINATION DE L'EPT EN ASS	28
COORDINATION DE L'EPT AU NIVEAU CONTINENTAL	28
COORDINATION AU NIVEAU REGIONAL	31
6. CONCLUSIONS	33
ANNEXES	35
<i>Annexe 1: Informations de base sur les Communautés Economiques Régionales</i>	35
<i>Annexe 2: Table de données – Indicateurs clés de l'EPT</i>	37
<i>Annexe 3: La Déclaration de Luanda</i>	45
<i>Annexe 4: Etat d'avancement de l'EPT en ASS, Priorités pour l'accélération et visions pour l'après 2015 au niveau des CER</i>	50
REFERENCES	55

Liste des Acronymes

ADEA	Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique
ACALAN	Académie Africaine des Langues
AIGD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
ANCEFA	Réseau Africain pour l'Éducation pour Tous (Africa Network Campaign on Education for All)
ASS	Afrique subsaharienne
AU CAP	Position Commune de l'Union Africaine sur les objectifs de développement pour l'après 2015 (African Union Common Position Paper on the Post 2015 Development Goals)
AUF	Agence Universitaire de la Francophonie
AU-HRST	Commission de l'Union Africaine sur les Ressources Humaines, les Sciences et la Technologie (Human Resources, Sciences and Technology Commission of the African Union)
BAD	Banque Africaine de Développement
BIE	Bureau International d'Éducation
BM	Banque Mondiale
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CAO	Cadre d'Accélération des OMD
CD	Comité Directeur
CDA	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale
CER	Communauté Economique Régionale
CIEFFA	Centre International pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique
CNQ	Cadre National de Qualification
CONFEMEN	Conférence des Ministres de l'Éducation des Etats et Gouvernements de la Francophonie
CRQ	Cadre Régional de Qualification
CUA	Commission de l'Union Africaine
EFTP	Enseignement et Formation Technique et Professionnels
EPPE	Éducation et Protection de la Petite Enfance
EPT	Éducation pour Tous
ETII	Equipe de Travail Inter Institutions
IIEP	Institut International de Planification de l'Éducation
IIRCA	Institut International pour le Renforcement des Capacités en Afrique
ISU	Institut de Statistiques de l'UNESCO
IUL	Institut de l'UNESCO pour l'Apprentissage tout au long de la Vie
FAWE	Forum des Éducatrices Africaines (Forum for African Women Educationalists)
FIDA	Fond International pour le Développement Agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les Populations
GEM	Réunion Mondiale de Suivi de l'EPT (Global Education Meeting)
ICAE	Conseil International d'Éducation des Adultes (International Council for Adult Education)
MCR	Mécanisme de Coordination Régional
MdE	Ministère de l'Éducation
NU	Nations Unies
OCHA	UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIG	Organisation Intergouvernementale
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
OSISA	Open Society Initiative for Southern Africa
PAC	Position Africaine Commune
PACTED	Pan African Conference on Teacher Education and Development
PASEC	Programme d'Analyse des Systèmes Éducatifs de la CONFEMEN
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

PSGSE	Politiques Sectorielles et Gestion des Systèmes Educatifs
PAP	Parlement Pan Africain (Pan African Parliament)
TAP	Taux d'achèvement du primaire
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
RAS	République d'Afrique du Sud
REM	Rapport élève/maître
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RMS	Rapport Mondial de Suivi
SACMEQ	Consortium d'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation (Southern and Eastern African Consortium for Monitoring Educational Quality)
SIGE	Système d'Information pour le Gestion de l'Education
TBS	Taux brut de scolarisation
UA	Union Africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, les Sciences et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UOT	Université Ouverte de Tanzanie

1. INTRODUCTION

Le présent rapport est axé sur deux principaux processus qui ont été initiés dans la Région de l’Afrique subsaharienne (ASS) en 2013: l’Initiative d’Accélération de l’EPT, aussi connue sous le nom de “La Grande Poussée”, et la définition de l’Agenda de l’Education Post-2015 en Afrique¹. Le rapportage sur le débat pour l’après 2015 portera sur les résultats des différents forums, à la fois ceux menés par les NU et les contributions intergouvernementales et non gouvernementales.

Le rapport sera introduit par une brève revue de l’EPT en Afrique, en mettant l’accent sur les différences régionales au sein de l’Afrique subsaharienne, en particulier au niveau des Communautés Economiques Régionales (CER). La quatrième partie sera consacrée à la coordination de l’EPT en tant que telle, rapportant les exercices d’articulation et de coordination de l’EPT au niveau subsaharien et au niveau des CER. Dans ce sens, une attention particulière sera accordée aux résultats atteints, aux défis et opportunités du point de vue de la coordination au niveau des structures régionales et sous-régionales, ainsi qu’à l’articulation entre les partenaires et initiateurs de l’EPT.

La situation de l’EPT sur le continent est largement décrite dans le rapport 2012 puisque les chiffres agglomérés au niveau des Communautés Economiques et Régionales n’ont pas significativement changé au cours des deux années suivantes².

2. LA SITUATION DE L’EPT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Depuis le Forum sur l’Education de Dakar en 2000, des progrès significatifs ont été réalisés dans la Région de l’Afrique subsaharienne en ce qui concerne l’atteinte des six objectifs de l’EPT, particulièrement en termes d’expansion rapide des taux de scolarisation au primaire et au secondaire et de l’égalité des genres. Cependant, les données montrent que la plupart des pays de l’ASS n’atteindront pas tous les objectifs de l’EPT d’ici 2015. En effet, seul les Seychelles ont complètement atteint l’éducation pour tous, 31 pays pourront l’atteindre seulement après 2020. Pour 22 d’entre eux (la moitié des pays d’ASS pour lesquels des données sont disponibles), les défis sont importants. Le cycle primaire est achevé par moins de 70% des enfants en âge d’être au primaire, environ 31 millions d’enfants ne sont pas scolarisés, parmi lesquels 53% de filles, 22 millions de jeunes ne sont pas scolarisés et environ 182 millions d’adultes sont analphabètes.

Concernant l’accès:

- Le cycle primaire est complété par moins de 70% d’enfants en âge d’aller à l’école,
- 31 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, dont 53% sont de filles,
- 22 millions de jeunes ne sont pas scolarisés,
- 182 millions d'adultes sont analphabètes.

¹ Une mise à jour de l’état d’avancement de l’EPT en ASS sera disponible dans le rapport sur l’Evaluation de l’EPT en ASS qui devrait être produit en septembre 2014.

² La plupart des progrès obtenus dans un tel court terme seront probablement annulés par la croissance démographique.

Elevés (EPT atteinte)	Moyen (EPT à la portée d'ici 2015)	Faible (EPT probablement atteignable au-delà de 2020)		
1 pays	12 pays	31 pays		
(TAP>100%)	(TAP>90%)	(TAP: 90-70%)	(TAP: 70-50%)	(TAP<50%)
Seychelles*	Afrique du Sud*; Botswana; Cabo Verde; Gabon*; Ghana; <u>Kenya</u> ³ ; Maurice; Namibie; Sao Tomé et Príncipe; <u>Swaziland</u> ; Tanzanie*; <u>Zambie</u>	<u>Cameroun</u> ; Comores*; Congo*; Ethiopie; <u>Gambie</u> ; <u>Madagascar</u> ; Nigéria*; <u>Sierra Leone</u> *; Togo	Bénin; Burundi; <u>Côte d'Ivoire</u> *; Guinée; Guinée-Bissau*; Guinée Equatoriale*; Lesotho; <u>Libéria</u> *; Malawi; Mali; Mozambique; Ouganda; <u>RDC</u> *; <u>Rwanda</u> *; Sénégal	<u>Angola</u> *; <u>Burkina Faso</u> ; Djibouti; Erythrée; <u>Niger</u> ; RCA; <u>Tchad</u> *

Source: Rapport Mondial de Suivi de l'EPT, 2011, ISU, 2012 et Rapport SSA 2012

Note: L'Indice de développement de l'EPT est calculé sur base de 4 indicateurs clés de suivi d'objectifs de l'EPT et fournit une indication sur la probabilité d'atteindre l'EPT d'ici 2015. Le taux d'achèvement au primaire (TAP) est ajouté pour distinguer davantage les situations des pays, pour 2011 ou l'année la plus récente.

* Estimation de l'auteur, lorsque l'indice de développement de l'EPT ne peut être calculé en raison du manque de données.

Dans le domaine de la qualité, les défis suivants ont été identifiés:

- Taux d'achèvement du primaire faible (la survie au primaire est seulement 62% en moyenne en 2010/11) et donc la transition vers l'école secondaire,
- Qualité de l'enseignement,
- Intrants d'enseignement et d'apprentissage et résultats d'apprentissage,
- Efficacité interne - taux de redoublements élevés (13,4% en 2010/11),
- Développement inadéquat des compétences pertinentes pour l'emploi, le développement durable et la citoyenneté.

Les défis de l'équité comprennent:

- Accès limité pour les enfants ayant des besoins spéciaux,
- Ciblage inadéquat des enfants, des jeunes et des adultes dans les zones rurales comme dans les zones semi-urbaines,
- Négligence des minorités/population marginalisée (ex groupes nomades et pastoraux, pêcheurs),
- Faible accès des filles et des femmes à l'éducation entraînant des niveaux élevés d'analphabétisme parmi cette population

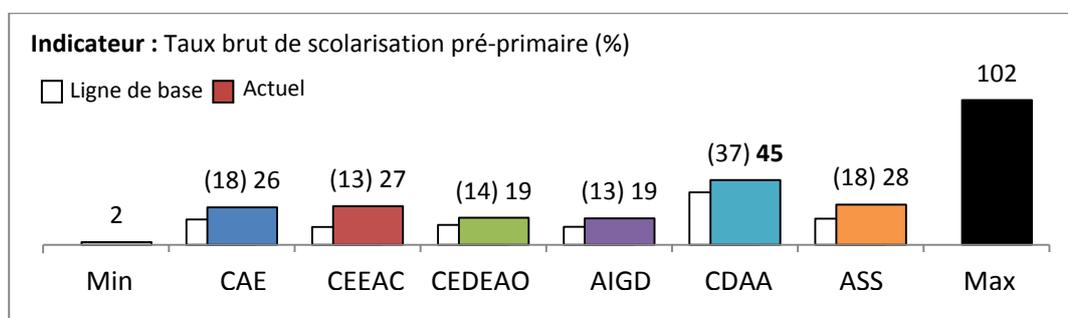
Ci-dessous est indiqué l'état d'avancement pour chacun des objectifs.

³ Les pays surlignés ont adhéré à l'initiative "La Grande Poussée" en ASS

Objectif EPT 1: Education et Protection de la Petite Enfance

Les progrès accomplis en matière d'Education et Protection de la Petite Enfance en Afrique subsaharienne sont assez modestes. Le taux brut de scolarisation (TBS) au niveau de l'éducation pré-primaire a augmenté d'à peine 10% en dix ans, de 18% en 2000 à 28% en 2010, plaçant ainsi l'ASS derrière toutes les autres régions. Il y a cependant des variations significatives entre les régions de l'ASS, comme indiqué dans le graphique ci-dessous. La CDAA, avec une moyenne de scolarisation de 45%, a presque doublé le nombre d'enfants enregistrés au niveau de l'éducation pré-primaire comme dans toutes les autres régions, l'AIGD et la CEDEAO rapportent seulement 19% de taux de scolarisation. Les progrès dans la région de l'Afrique centrale ont cependant été les plus importants du continent tandis que les pays de l'Afrique de l'Ouest et de la Corne de l'Afrique montrent des progrès plus timides avec une augmentation d'à peine 5 à 6%, respectivement, au cours des 10 premières années de la période de l'EPT. La variation est également élevée au sein des régions: dans la CEEAC, S. Tomé et Príncipe montre une augmentation impressionnante de 35% atteignant presque 62% de progrès, suivi de la Guinée Equatoriale avec environ 55%. Dans la CAE, les niveaux sont particulièrement élevés au Kenya, supérieurs à 50%, et augmentent régulièrement dans les autres pays. Les Seychelles ont maintenu la scolarisation complète au cours de la période (101,5%). Dans la CEDEAO, des progrès considérables ont également été fait par Cabo Verde et le Ghana, atteignant chacun presque 70%, ce dernier montrant une augmentation remarquable de 38%. Dans l'AIGD, à l'exception du Kenya, les progrès ont été très faibles, l'Ouganda et l'Erythrée montrant les deux moyennes de la région les plus élevées en-dessous de 14%.

Progrès en matière d'EPPE



Source: Rapport d'avancement EPT ASS 2012, UNESCO BREDA

Objectif EPT 2: Education Primaire Universelle

L'Education Primaire Universelle (EPU) est le domaine dans lequel les progrès les plus significatifs ont été atteints en Afrique subsaharienne (ASS). Toutefois, malgré l'expansion substantielle, la région est loin d'atteindre cet objectif. Les taux d'achèvement du primaire ont progressé en moyenne de 58 à 70%. Ainsi, l'ASS est toujours la région la plus en retard avec plus de 30 millions d'enfants non scolarisés.

Encore une fois, les différences entre et au sein des régions varient de manière significative. La CDAA est, une fois de plus, à la pointe, avec 84% d'enfants d'âge scolaire achevant leur cycle primaire en moyenne (valeur bien supérieure à la moyenne de l'ASS qui est de 70%). La Zambie, le Botswana et l'île Maurice ont pratiquement atteint l'EPU (avec des taux d'achèvement supérieurs aux 96%) alors que l'Angola a moins de 50% de ses enfants en âge scolaire qui achèvent le cycle primaire.

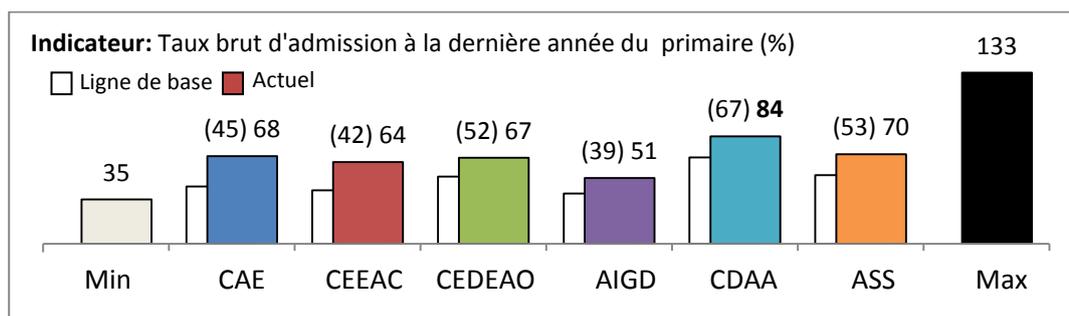
Dans la Région de la CAE, les progrès ont augmenté de 50% partout. Cependant, les disparités entre les pays sont également remarquables : alors que 89% des enfants tanzanien terminent l'école primaire, ce taux est à 57% en Ouganda.

Les pays membres de la CEDEAO et de l'AIGD ont également accomplis des progrès considérables en matière d'EPU (la portion des enfants ayant terminé ce cycle y a augmenté de 52% à 67% et de 39 à 51%, respectivement, durant la période 2002-2011). Dans la CEDEAO, cependant, à l'exception du Cabo Verde et du Ghana qui ont atteint des niveaux supérieurs à 90%, dans les autres pays, plus de 30% des enfants ne terminent pas le cycle (et plus de 50% au Burkina Faso et au Niger).

Dans l'AIGD, la région avec la moyenne la plus faible (51%), l'achèvement du cycle primaire est particulièrement préoccupant pour Djibouti et l'Erythrée dans lesquels moins de 40% des enfants, en moyenne, terminent le cycle primaire.

Dans la CEEAC, les taux varient généralement, de 34% à 55%, mais l'achèvement du primaire est supérieur à 70% seulement au Cameroun, au Congo et à Sao Tomé, et est à un niveau faible de 34% au Tchad.

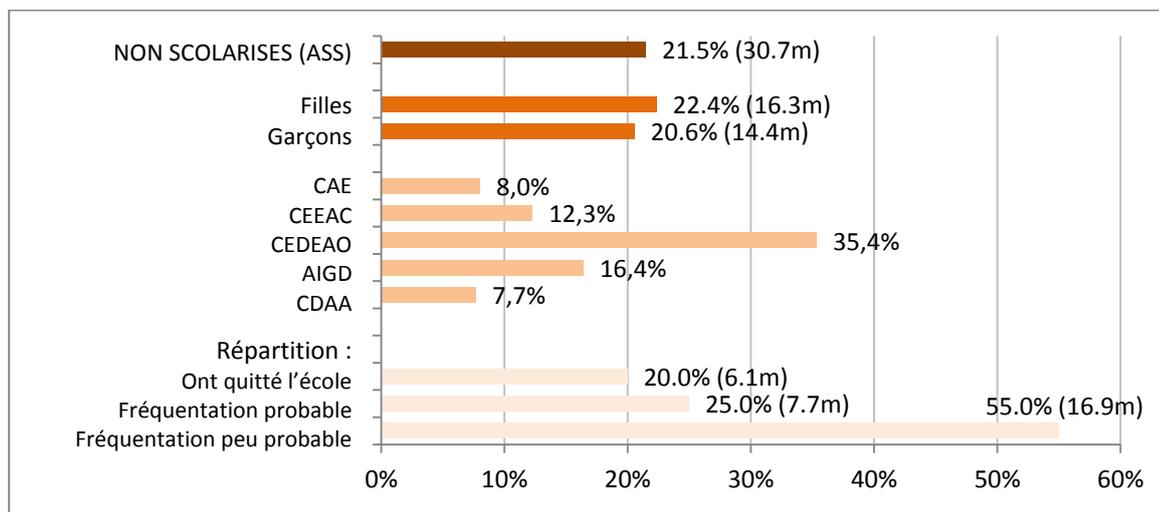
Progrès en matière d'EPU



Cette progression globale se reflète dans le pourcentage des enfants non scolarisés. La réduction a été drastique à la fois dans la CAE et dans la CDAA. Le taux moyen pour l'Afrique de l'Est a chuté de 32% à 8% au cours de la période 2002-2011, rendant l'accès à l'éducation primaire presque universelle. Le taux dans la CDAA, à 6%, est le plus faible de toutes les sous-régions d'Afrique, bien en-deçà de la moyenne de l'ASS de 21,5% et souligne ainsi des progrès considérables depuis 2002, alors qu'il était de 20%.

Cette progression globale se reflète dans le pourcentage des enfants non scolarisés. La réduction a été drastique à la fois dans la CAE et dans la CDAA. Le taux moyen pour l’Afrique de l’Est a chuté de 32% à 8% au cours de la période 2002-2011, rendant l’accès à l’éducation primaire presque universelle. Le taux dans la CDAA, à 6%, est le plus faible de toutes les sous-régions d’Afrique, bien en-deçà de la moyenne de l’ASS qui est de 21,5% et souligne ainsi des progrès considérables depuis 2002, alors qu’il était de 20%.

Données sur la déscolarisation moyenne des enfants en âge de fréquenter l’école primaire



Source: Rapport ASS 2012: IUS, 2012 et calculs des auteurs.

La CEEAC et l’AIGD font face à des défis plus sérieux, avec respectivement 12% et 16% de leurs enfants en âge de fréquenter le primaire qui sont non scolarisés. La situation est encore plus alarmante dans la CEDEAO⁴, où la non scolarisation concerne plus d’un tiers des enfants de l’ASS en âge de fréquenter le primaire (et 40% pour les filles). En effet, la progression a été marginale au cours de la décennie en comparaison avec la région dans son ensemble (le taux a augmenté de seulement 3 points de pourcentage dans la CEDEAO contre 13 points de pourcentage pour l’ASS).

Afin de concrétiser l’EPU, le défi demeure d’intégrer 2 millions d’enfants dans le primaire dans la CAE, 2,5 millions dans la CEEAC, plus de 17 millions en Afrique de l’Ouest, presque 6 millions dans l’AIGD et 2,8 million dans la CDAA, tout en faisant face à la forte pression démographique et en considérant les caractéristiques socio-économiques de la population (62% en moyenne de cette population est rurale et la pauvreté, connue pour avoir un impact significatif sur les facteurs liés à la demande, est très répandue).

Les disparités entre pays sont encore considérables: dans la CDAA, par exemple, alors que seulement environ 2% des enfants en âge de fréquenter le primaire au Malawi et en Tanzanie sont non-scolarisés, plus de 10% sont non-scolarisés dans six autres pays (26% pour la RDC). Dans la CEDEAO, tandis que le taux au Bénin, au Cabo Verde et au Togo est seulement de 6%, il est supérieur à 15% dans tous les autres pays et de plus de 36% au Burkina Faso, en Côte d’Ivoire, au Niger et au Nigéria. Et dans la CEEAC, le taux varie de 2% à Sao Tomé à 44% en Guinée Equatoriale.

⁴ Une grande partie des enfants non scolarisés se trouvent au Nigéria où 10,1 millions d’enfants sont exclus (Profil EPT du Nigéria, UNESCO BREDA 2012)

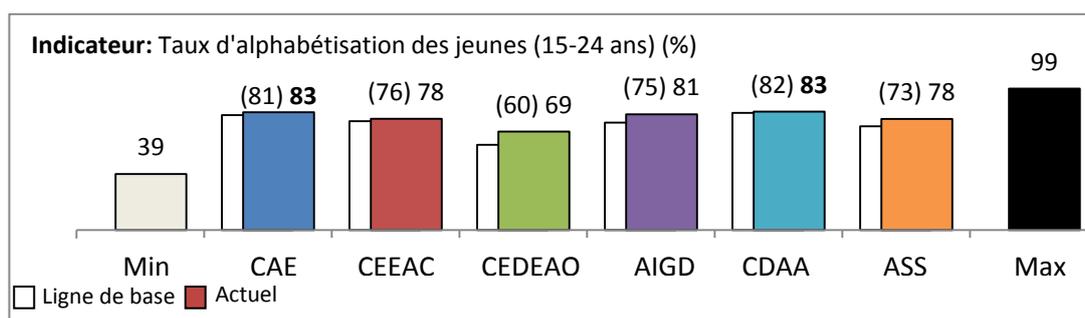
Les moyennes cachent également des disparités importantes entre les sexes. Dans la CEEAC par exemple, le taux de filles non-scolarisées est le double du taux général, à 21%, et, pour l'ensemble de la région de la CDAA, 56% des non scolarisés sont des filles.

Objectifs EPT 3 et 4: Alphabétisation des jeunes et des adultes

L'alphabétisation des jeunes et des adultes est un des domaines, en ASS, où le moins de progrès a été réalisé.

Les taux sont relativement stagnants dans la CAE, la CEEAC et la CDAA pour les jeunes et à un degré légèrement moindre pour les adultes. La région de la CEDEAO présente les plus importants défis avec des taux moyens des plus bas (seulement 69% pour les jeunes et 52% pour les adultes), valeurs bien inférieures aux moyennes respectives de l'ASS (73% et 67%). Dans 4 pays⁵, presque moins de 60% de la population est alphabétisée. C'est également la seule REC où la majorité des analphabètes sont des filles et des jeunes femmes. Dans sept pays de la CEDEAO, moins de 70 % des jeunes savent correctement lire et écrire.

Taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes



En termes d'achèvement de l'école secondaire, le continent a connu une légère augmentation de 4 pour cent du taux moyen sur la période, ce qui indique que près de 35% des jeunes d'Afrique n'ont pas les compétences de base requises pour éviter une rechute dans l'analphabétisme ou pour pouvoir effectuer un travail. L'Afrique de l'Ouest est particulièrement en retard, abritant cinq des six pays ayant des taux inférieurs à 60 pour cent⁶ et une moyenne des pays de la CEDEAO de 44%. Les taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes dans la CDAA sont généralement tous deux supérieurs à ceux des autres régions et de 10 à 15% au-dessus de la moyenne de l'ASS, la moyenne de l'AIGD étant conforme à celle de l'ASS. L'Ethiopie reste cependant considérablement en retard avec, respectivement, 50 et 39% des taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes.

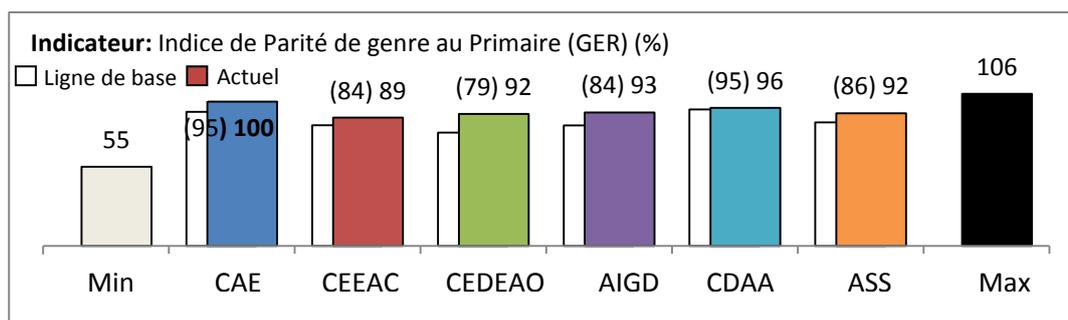
⁵ Du plus faible au plus élevé : Burkina Faso, Mali, Bénin et Sierra Leone

⁶ Du plus faible au plus élevé: Burkina Faso, Mali, Tchad, Bénin, Ethiopie et Sierra Leone

Objectif EPT 5: Parité en matière de Genre

La parité genre dans la scolarisation au primaire a été atteinte par les 5 pays de la CAE en 2010. La parité genre est généralement élevée dans la CDAA (97% pour 11 pays) et maintenant un fait accompli à Madagascar, au Malawi, à l'Île Maurice, en Namibie, aux Seychelles, en Tanzanie et en Zambie, avec beaucoup d'autres pays les suivant de près. Pour l'AIGD et la CEDEAO, la participation des filles au primaire est conforme à la moyenne de l'ASS, à environ 92%, la CEDEAO montrant les progrès les plus importants de toutes les régions (en hausse par rapport aux 79% au départ).

Parité Genre au niveau de l'éducation primaire



Malgré les progrès, 5 pays⁷ de la CEDEAO ont toutefois un écart d'au moins 0,30 de disparité entre les sexes à combler.

La région de la CEEAC rencontre les défis les plus grands parmi toutes les régions. En effet, les niveaux de parité genre sont parmi les plus faibles du continent, en particulier pour la RCA et le Tchad (Indice de parité Genre d'environ 0,73). Bien que le Burundi, la Guinée Equatoriale, le Gabon et Sao Tomé soient proches de la parité des genres, l'indice est inférieur à 0,85 pour la plupart des pays. Néanmoins, l'alphabétisation des femmes progresse rapidement dans la région, à un taux de 3,8% pour les adultes, et plus vite que l'alphabétisation des hommes pour ce qui concerne la jeunesse (ADEA).

Pour la région de l'ASS dans son ensemble, bien qu'une progression globale soit observée pour le cycle primaire, le défi le plus grand est révélé dans la transition des filles vers les niveaux secondaires et leur rétention dans ces niveaux.

Objectif EPT 6: Qualité de l'Education

La qualité de l'éducation est déterminée par plusieurs facteurs dont un essentiel est lié à l'enseignement lui-même. Deux importants indicateurs pour les enseignants influencent le processus d'apprentissage: le rapport élève/maître (REM), référant à la disponibilité des enseignants, et le pourcentage d'enseignants formés, référant à la qualification des enseignants.

Le REM au niveau de l'éducation primaire en ASS a connu une faible diminution dans toutes les régions au cours des 10 dernières années. Ces taux restent cependant parmi les plus élevés du

⁷ De l'écart le plus grand au plus petit en matière de disparité de genre: Mali, Bénin, Guinée, Niger et Côte d'Ivoire.

monde. Dix-sept (17) pays de l'ASS comptaient plus de 40 élèves pour un enseignant. La surpopulation reste donc une préoccupation, en particulier pour le Rwanda, le Malawi et la RCA où le nombre moyen d'apprenants par salle de classe dépasse 70. Les projections du Rapport Mondial de suivi (RMS) indiquent que, de 2011 à 2015, 212 000 enseignants additionnels par an sont nécessaires en ASS, soit une augmentation de 57% au niveau du recrutement des enseignants pour combler le manque sur le continent (RMS 2014).

Rapport global Elève/Maître en ASS

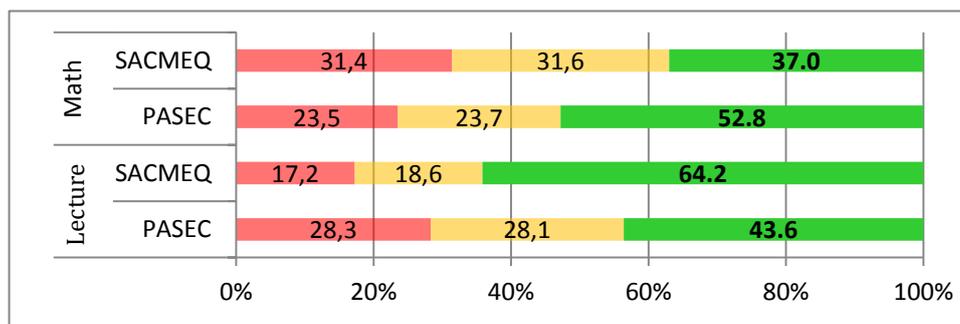
(REM: <30)	(REM: 30 -40)	(REM: 40-50)	(REM: 50-70)	(REM: >70)
Seychelles Ile Maurice Gabon Guinée Equatoriale S. Tomé & Príncipe Botswana Cabo Verde Comores Libéria	Namibie Afrique du Sud Niger Sénégal RDC Erythrée Magagascar Ghana Nigéria Lesotho Swaziland Sierra Leone	Kenya Bénin Togo Burkina Faso Guinée-Bissau Mali	Tanzanie Ouganda Burundi Cameroun Tchad Congo Mozambique Zambie	Rwanda Malawi RCA

La qualification des enseignants est un autre facteur déterminant de qualité. Le manque de données ne permet pas une analyse rigoureuse de l'état de la qualification de la force enseignante en Afrique. Mais globalement, on peut dire que de nombreux pays ont eu recours au recrutement d'enseignants non qualifiés afin de compléter la demande en enseignants.

D'autres éléments de l'éducation sont souvent en-deçà des normes. L'indisponibilité de livres atteint des niveaux particulièrement aigus dans la CEEAC où un livre est partagé par jusque 4 élèves. Très peu de pays à travers le continent fournissent à presque tous les enfants à la fois un livre de lecture et un livre de mathématique.

Les résultats d'apprentissage restent généralement faibles. L'augmentation globale dans la couverture a probablement eu un impact sur la qualité du niveau d'apprentissage. Dans la région de la CDAA, le pourcentage d'élèves en classe 6 ayant atteint le niveau minimum requis par le SACMEQ était de seulement 63,7% en lecture et 35,9% en mathématique, tandis que seulement 35,0% des élèves de la 5^e année du primaire dans la CEDEAO atteignent le niveau minimum du PASEC en lecture et 42,6% en mathématique. Les résultats des apprentissages sont au-dessus de la moyenne dans les pays de la CEEAC, sur la base de ceux qui ont participé aux évaluations PASEC, en particulier pour les mathématiques, ainsi que dans la CAE, en particulier pour les résultats en lecture.

Répartition des élèves atteignant le niveau minimum d'apprentissage selon les évaluations internationales



Source: PASEC, SACMEQ.

Note: Le score minimum (atteint par la proportion d'élèves surlignée en vert) est de 40% pour le PASEC et Niveau IV pour le SACMEQ; les scores limite (ambre) sont de 25-40% pour le PASEC et Niveau III pour le SACMEQ, ce qui équivaut à 4/10.

Autres questions clés

La disponibilité de ressources suffisantes (financières, techniques et matérielles) est nécessaire pour tous les niveaux du secteur de l'éducation pour assurer l'atteinte d'une EPT de qualité. Le niveau de **financement** public que les pays de la CAE consacrent à l'éducation est généralement élevé et relativement homogène. Pour l'AIGD, bien que trop peu de pays disposent de données pour calculer une moyenne, l'engagement financier pour ceux qui le font est bon (21 % au Kenya et plus de 30 % en Éthiopie). En général, les États membres de la CEDEAO consacrent plus de leur budget récurrent à l'éducation (24,7%) que la moyenne de l'ASS (22,4%). Malgré les investissements supérieurs, les résultats sont généralement plus faibles, ce qui indique que l'efficacité de l'utilisation des ressources publiques devrait être davantage examinée en vue de la formulation de recommandations adéquates pour les politiques. Le Libéria est le seul pays de la CEDEAO qui alloue moins de 20 % (12%).

Dans la CDAA, d'autre part, l'engagement budgétaire à l'éducation est légèrement inférieur à la moyenne de l'ASS pour l'ensemble de la région, malgré qu'il ait été amélioré dans la plupart des pays au cours de la période 2002-2011. Les taux varient considérablement, entre l'Angola, la RDC et Maurice (11-13%) et le Botswana, le Lesotho, Madagascar, le Swaziland qui consacrent plus de 20% de leurs budgets récurrents au secteur. Enfin, pour les États membres de la CEEAC ayant fourni des données, le financement de ce secteur est généralement insuffisant (à 16,4% des budgets récurrents de ces pays en moyenne) et, dans certains cas, extrêmement faible (inférieur à 13% en RCA, au Tchad et en RDC).

L'EFTP pourrait être renforcé dans la plupart des CER pour contribuer au développement socio-économique. Le sous-secteur est assez développé dans les pays de la CEEAC (représentant plus de 34% du cycle secondaire supérieur) mais correspond généralement à une très faible proportion de tous les programmes disponibles dans l'enseignement secondaire et n'est pas souvent pertinent par rapport à la demande de compétences du marché du travail. La participation des femmes reste en particulier assez faible.

Inscription dans l'EFTP en tant que pourcentage du secondaire supérieur (moyennes pondérées), 2011 ou année la plus récente

CAE	CEEACS	CEDEAO	AIGD	CDA	ASS
6.7%	34.1%	4.4%	13.6%	20.7%	13.2%

Source: Rapport EPT SSA 2012

Bien que le taux de prévalence du **VIH&SIDA** ait baissé de 6% en 2010 à 4,7% en 2012 (Rapport Mondial UNAIDS 2013), l'épidémie continue d'être un défi de taille pour l'éducation dans la région, contribuant à l'absentéisme et à l'attrition des enseignants, augmentant ainsi les risques d'abandon scolaire et de faibles résultats des enfants orphelins et vulnérables. En 2012, 25 des 35,3 millions d'adultes (71%) et 2,9 des 3,3 millions d'enfants (88%) de par le monde infectés par le HIV se trouvaient en Afrique subsaharienne. La situation est particulièrement grave dans la région de l'Afrique australe où le taux est supérieur à 12%.

3. L'ACCELERATION DE L'EPT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'évaluation de l'EPT en 2012 a montré que malgré de grands progrès réalisés par la majorité des pays africains pour lesquels des données étaient disponibles, très peu seront susceptibles d'atteindre les objectifs de l'EPT d'ici la date cible de 2015.

A seulement 2 ans de la date butoir de 2015, l'enjeu porte sur la nécessité d'un effort supplémentaire pour atteindre les cibles de l'EPT. Cette question a été posée à travers un questionnaire à tous les ministères de l'éducation en ASS et, de nouveau, au cours de la première Réunion régionale sur l'EPT en ASS (Johannesburg, octobre 2012)⁸. Les représentants des agences des Nations Unies, des OIG et des organisations de la société civile (OSC)⁹ ont également assisté à la réunion. Les participants à la réunion, ainsi que les réponses aux questionnaires ont montré à l'unanimité la nécessité et l'urgence de développer un exercice d'accélération de l'EPT tant au niveau national qu'au niveau régional avant 2015. Ce consensus a conduit au mouvement de la Grande Poussée en faveur de l'accélération de l'EPT en Afrique.

Le concept de « La Grande Poussée »

Une méthodologie pour l'identification des domaines d'action prioritaires a été élaborée sur la base de l'approche de *l'analyse des goulots d'étranglement* utilisée par le CAO (le Cadre

⁸ 37 pays ont répondu au questionnaire et 35 pays étaient représentés à un haut niveau à la réunion.

⁹ Agences des NU: UNESCO, UNICEF, FNUAP et OIT ; OIG : Division de l'Éducation de l'AU HRST, PAP, CONFEMEN; ONG & OSC: ACALAN, ADEA, ANCEFA, Education International Africa, FAWE, ICAE, OSISA, Plan International; secteur privé: Microsoft Afrique. De plus, un représentant du Groupe de Haut Niveau des NU a également participé à la réunion.

d'accélération des objectifs du Millénaire pour le développement)¹⁰. La méthodologie a été testée et grandement appréciée lors de la réunion de Johannesburg.

En outre, la Déclaration du GEM (novembre 2012) a souligné la nécessité pour les pays de s'engager dans les efforts d'accélération et les partenaires de l'éducation ont été invités à les soutenir.

En décembre 2012, une note de concept pour l'accélération de l'EPT en ASS a été élaborée par le Bureau de l'UNESCO BRED A et un nombre de pays se sont volontairement proposés pour s'engager dans l'initiative et le processus de « La Grande Poussée ». Le temps et les ressources limités ont appelé à une modalité en cascade par lequel un premier groupe de pays devrait se lancer dans le processus, suivi par une expansion à 10 pays supplémentaires six mois plus tard. Ceci était prévu pour permettre un processus d'apprentissage rapide pour compenser le manque de temps.

Des lignes directrices¹¹ pour la mise en œuvre ont été élaborées avec 5 éléments centraux pour l'accélération: un leadership national, un plaidoyer et une mobilisation à l'échelle nationale, une orientation stratégique centrée sur un nombre d'objectifs prioritaires de l'EPT, la mobilisation des ressources et des partenariats ainsi qu'une communication efficace.

Leadership national

La Grande Poussée est une initiative nationale conduite par le ministère de l'Éducation (MdE), sous la tutelle directe du Ministre de l'éducation lui-même. À cet égard, le Ministre de l'Éducation de chaque pays participant a exprimé son engagement personnel à poursuivre l'initiative de « La Grande Poussée » dans son pays. L'engagement formel était un prérequis pour l'inscription dans la « Grande Poussée ». Chaque pays avait son point focal EPT et son coordinateur. Dans la plupart des pays, un comité a été formé, coordonné par le Point Focal et présidé soit par le Secrétaire Permanent ou par le Directeur de la Planification. Dans certains cas, il rend compte à un niveau supérieur. En Angola, par exemple, il relève directement du Secrétaire d'Etat de l'Education de Base. Le patronage est également à un niveau élevé: en Angola, il relève du Président de la République et au Swaziland, du Premier Ministre.

Dans certains pays, le Comité technique comprend des représentants d'autres ministères¹² en fonction des priorités identifiées.

Plaidoyer et mobilisation à l'échelle nationale

Afin de mobiliser un soutien à l'échelle nationale et des partenariats à tous les niveaux, le plaidoyer et la communication sont des éléments clé du Cadre d'accélération de l'EPT. L'un des principaux problèmes qui ont contribué à ralentir la progression de l'EPT a été le faible plaidoyer pour susciter une volonté politique suffisante, pour assurer la participation active des parties prenantes et des allocations financières adéquates et équilibrées dans le budget national pour

¹⁰ CAO développé par le PNUD et validé par le Groupe de Développement des Nations Unies (GDUN).

¹¹ Lignes directrices élaborées par le Comité de Pilotage de l'EPT en ASS, voir ci-dessous dans le rapport sur la Coordination de l'EPT.

¹² Dans le cas de l'Angola, le Comité inclut du personnel du Ministère de la Femme et des Affaires Sociales et du Ministère du Travail.

l'avancement des objectifs de l'EPT. Sachant que de nombreux MdE ne sont pas familiers avec ce domaine, l'engagement du savoir-faire et de l'expérience des OSC est essentiel. Les lignes directrices se fondent également sur ces expériences en fournissant des outils utiles pour une solide analyse des parties prenantes.

Concentration stratégique

Deux années sont trop courtes pour combler les lacunes en matière d'EPT des pays. Le mot clé est donc la priorisation. Le Plan d'accélération de l'EPT est le document qui cerne l'objectif de l'EPT sélectionné sur lequel le pays souhaite se concentrer et s'appuyer sur les interventions stratégiques qui seront mises en oeuvre pour atteindre les objectifs d'accélération nécessaires. Le plan vise à renforcer le plan national existant en apportant une valeur ajoutée à travers un exercice rigoureux de priorisation, en utilisant une méthodologie d'analyse des goulots d'étranglement pour choisir les actions stratégiques ayant un impact attendu élevé et immédiat, tout en tenant compte des besoins particuliers de certaines zones géographiques ou des groupes de population. Les lignes directrices détaillent la façon de procéder à l'analyse des ressources et réunissent les cadres de suivi et d'évaluation pour assurer une bonne gestion de l'accélération.

Partenariat et mobilisation des ressources

La tendance actuelle de diminution de l'aide rend de plus en plus nécessaire le fait de réfléchir à des moyens alternatifs de financement de l'éducation, pour s'éloigner de la dépendance par rapport aux subventions et construire des circonscriptions nationales fondées sur la mobilisation de soutiens locaux. La réduction des ressources est exacerbée par la nécessité de rivaliser avec d'autres secteurs pour l'allocation des ressources. Par conséquent, une plus grande efficacité est nécessaire et la planification de la mobilisation des ressources doit faire partie intégrante du système de gestion de tout ministère de l'Education. Peu de pays ont cependant une stratégie complète de mobilisation des ressources en place. Cependant, les interventions ont tendance à être effectuées en fonction des donateurs plutôt que d'être liées à l'affectation du financement des bailleurs de fonds, sapant ainsi les priorités nationales. Le succès d'une accélération de l'EPT dépendra de l'identification de voies et moyens pour financer et mettre en oeuvre les priorités identifiées. Le plan de mobilisation des ressources et des partenariats est l'outil qui aide à diriger et gérer les efforts déployés pour identifier les ressources complémentaires nécessaires pour la Grande Poussée.

Communication

Alors que la communication devrait idéalement être un élément clé du programme de toute organisation, son rôle stratégique est généralement insuffisamment reconnu ou valorisé. C'est souvent le cas avec la plupart des MdE en ASS. Les ressources étant rares et les pays étant confrontés à des zones en compétition pour l'attention et le soutien, assurer le soutien continu de la société et de ses acteurs clés dans la promotion de la Grande Poussée, exige une communication systématique et régulière sur les besoins, les progrès, les réalisations et les défis de l'initiative.

Les cinq éléments constituent le Cadre d'accélération de l'EPT et bien que les pays soient libres de déterminer sur lesquels se concentrer, forment un ensemble cohérent qui améliore la réussite de toute initiative d'accélération.

Etat d'avancement de la Grande Poussée

En Mars 2013, l'Initiative de la Grande Poussée en Afrique a été lancée au Bureau de l'UNESCO à Dakar par la Directrice Générale, Mme Irina Bokova, en présence de l'assistant du Directeur Général pour l'Afrique, Mme Lalla Aicha Ben Barka, le Coordonnateur Résident des Nations Unies, Mme Bintou Djibo, et plusieurs responsables gouvernementaux de Dakar et des participants des pays de la première phase ainsi que les partenaires¹³. Le lancement a été combiné avec une formation sur l'élaboration du Cadre d'accélération de l'EPT grâce à des exercices de simulation auxquels à la fois le Gouvernement, les Agences initiatrices de l'EPT et des ONG ont participé.

La Première Réunion de la Grande Poussée

L'Angola, le Tchad, la Côte-d'Ivoire, le Lesotho, le Niger, le Sénégal, le Swaziland et la Zambie¹⁴ ont été les premiers pays à prendre part à la Grande Poussée. Les pays ont approuvé une feuille de route pour la phase de lancement et un plan de suivi et le Gouvernement de l'Angola a accepté d'accueillir la 2^e Réunion Régionale de la Grande Poussée.

Plusieurs pays ont demandé et reçu un appui technique supplémentaire comme c'est le cas de l'Angola, du Lesotho, du Niger, du Swaziland et de la Zambie. Ces pays ont lancé leur exercice d'accélération en engageant les partenaires de l'éducation nationale et ont élaboré le processus pour la mise en œuvre du Plan National d'Accélération. Alors que la plupart des pays se concentrent sur un ou deux objectifs de l'EPT, l'Angola et le Sénégal ont choisi de se concentrer sur tous les objectifs de l'EPT, l'Angola ajoutant aussi le VIH&SIDA et le développement des SIGE aux objectifs prioritaires. Le Sénégal a bénéficié de fonds du GPE et l'Angola a utilisé ses propres ressources pour la mise en œuvre.

Le manque de ressources a entravé l'extension de l'assistance technique à d'autres pays. En Afrique australe, le soutien financier d'OSISA a joué un rôle clé pour fournir l'appui technique demandé. Dans le cas de l'Angola, le pays a financé le voyage et l'hébergement de spécialistes de l'éducation de différents Bureaux de l'UNESCO en Afrique et de certains Instituts de l'UNESCO (IUL, ISU et IIRCA). Tous les pays ont fait des efforts pour respecter les délais convenus dans la feuille de route. Les pays qui n'ont pas demandé un soutien supplémentaire semblaient toutefois à la traîne pour le lancement national ainsi que pour l'élaboration de leur cadre d'accélération.

¹³ La Réunion sur la Grande Poussée a été organisée en même temps que la Consultation Mondiale sur l'Agenda de l'Education post-2015 convoquée à Dakar.

¹⁴ Une prise en compte équilibrée de la représentation des pays par groupes de langue, par CER et par les différentes catégories d'indices de l'EPT a conduit à la sélection finale des pays. ADEA, ANCEFA, FAWA, OSISA, CONFEMEN, UNICEF et FNUAP ont participé à cet exercice.

La Deuxième Réunion de la Grande Poussée

En octobre 2013, une deuxième réunion régionale a eu lieu à Luanda, organisée par le MdE Angolais. Dix-sept pays ont participé à l'événement. La réunion fut divisée en deux segments: une réunion technique et un segment ministériel. Le premier segment a engagé des fonctionnaires de haut niveau et a permis au premier groupe de pays de présenter le rapport sur leurs progrès, de réfléchir sur les réalisations, les défis, les opportunités et les leçons apprises. Les pays de la seconde phase¹⁵ ont été initiés aux méthodologies pour l'élaboration d'un cadre national d'accélération de l'EPT. Cette fois, les expériences du premier groupe ont été utiles pour accélérer le processus et les délégués des pays du 1^{er} groupe ont contribué à animer la formation. Des recommandations sur la voie à suivre ont été rédigées et soumises à l'approbation du segment ministériel.

Profitant de la présence de 17 pays, l'IUL a procédé au lancement officiel du GRALE (Rapport mondial sur l'alphabétisation des adultes et de l'éducation) en Afrique lors du segment ministériel. Le plaidoyer a été très efficace car plusieurs pays ont convenu de choisir alphabétisation des jeunes et des adultes comme l'un des objectifs prioritaires pour l'accélération (Sénégal, Sao Tomé et Gambie).

La deuxième réunion régionale sur l'accélération de l'EPT a été conclue avec l'approbation de la Déclaration de Luanda qui a ensuite été présenté aux autres Ministres de l'Education de l'ASS à l'une des réunions parallèles en marge de la Conférence générale de l'UNESCO. La réunion en marge a été ouverte par la Directrice Générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova. La Déclaration (voir annexe 3) a réitéré l'engagement des Ministres de la Grande Poussée.

Globalement, il a été reconnu que, malgré les progrès pour faire avancer l'agenda de l'accélération de l'EPT, les défis suivants doivent attirer davantage d'attention:

- L'implication des acteurs internes et externes de l'éducation, afin d'améliorer la compréhension et l'appréciation des objectifs et les modalités de l'Initiative d'accélération de l'EPT ;
- Améliorer la cohérence et la continuité au niveau des modalités de coordination au sein des pays ;
- Augmenter l'attention portée à la conception des Cadres Nationaux d'Accélération, en particulier en ce qui concerne les composantes sur le plaidoyer, la mobilisation des partenaires et sur la communication, en recherchant spécialement des approches novatrices et créatives ;
- Accélérer la finalisation des cadres nationaux d'accélération et la mobilisation de toutes les parties prenantes à travers des exercices de lancement officiel ;
- Renforcer le leadership de haut niveau dans la conception du plan d'accélération EPT de la Grande Poussée et le processus de suivi dans les différents pays ;

¹⁵ Le Burkina Faso, le Cameroun, le Libéria, le Kenya, S. Tomé, le Togo et l'Ouganda ont participé à l'événement en tant que deuxième groupe de pays. Le Rwanda, Madagascar, la RDC, la Gambie n'ont pas pu être présents mais ont précisé leur intérêt de joindre l'Initiative.

- Augmenter les ressources domestiques et les allocations budgétaires pour la mise à l'échelle et la durabilité.

Cependant, plusieurs opportunités au niveau national ont été applaudies mais méritent d'être davantage renforcées pour :

- Capitaliser sur le patronage de haut niveau au niveau des pays car cela améliore la mobilisation du gouvernement, du secteur privé, du Parlement et de la société civile ;
- S'appuyer sur la reconnaissance accrue et la compréhension plus grande des objectifs de l'EPT, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur de l'éducation ;
- S'étendre sur la composante de mobilisation des ressources du Cadre d'accélération pour réduire la dépendance financière externe grâce à la mobilisation de partenaires non traditionnels ;
- Promouvoir les modalités de planification décentralisée dans le processus de conception de l'accélération de l'EPT dans les pays comme moyen pour une appropriation à l'échelle nationale de la gestion et de la mise en œuvre de l'éducation.

Ainsi, les ministres présents à la réunion ont convenu :

- D'approuver le cadre de l'accélération de la Grande Poussée et de fournir un leadership efficace pour sa mise en œuvre au niveau des pays ;
- De mettre en place des mécanismes de suivi systématique et de rapportage sur le processus d'accélération de l'EPT au niveau national ;
- De rapporter périodiquement les progrès de l'accélération de l'EPT au niveau national ;
- De fournir et de soutenir le leadership pour une approche inclusive, de haut en bas et de bas en haut, du partenariat pour le développement et la mise en œuvre des cadres de l'accélération de l'EPT au niveau des pays ;
- De mobiliser les ressources domestiques de partenaires traditionnels et non traditionnels au niveau des pays
- De contribuer à documenter les bonnes pratiques en matière d'EPT dans le but de renforcer la coopération sud-sud entre les pays africains et d'améliorer l'efficacité des interventions.

Phase de post-planification: appui technique pour la mise en oeuvre des Plans d'accélération

Renforcement des capacités en EPPE

Compte tenu des progrès limités de l'EPPE en ASS, le Bureau de l'UNESCO à Dakar, en collaboration avec l'IIRBA et le Bureau de l'UNESCO à Windhoek¹⁶, a organisé un exercice de renforcement des capacités pour les pays qui avaient choisi l'EPPE comme principale priorité (Ouagadougou, Burkina Faso, 9-13 décembre 2013). La formation était basée sur des modules sur l'Education et la Protection de la Petite Enfance parmi les communautés autochtones (EPPE autochtones) développés par l'IIRBA avec l'appui d'experts africains¹⁷. Il visait à introduire le

¹⁶ OSISA a pris en charge la participation de plusieurs participants du Swaziland et de Zambie.

¹⁷ Ghana, Kenya, Nigéria et Sénégal

concept et à élaborer des propositions sur la voie à suivre pour les pays de «La Grande Poussée » en vue d'accélérer les efforts visant la réalisation de l'objectif 1 de l'EPT. Sept pays ont bénéficié de la formation¹⁸, y compris des représentants de l'UNICEF en Ouganda et du CIEFFA.

L'Education et la Protection de la Petite Enfance parmi les communautés autochtones est un cadre curriculaire novateur développé par l'IIRBA, qui met l'accent sur les contextes socioculturels de la protection des enfants en Afrique. Il est conçu pour combler le manque perçu de ressources pour les modèles classiques de l'EPPE en encourageant l'utilisation créative des ressources locales. Il vise à aider les pays à développer des modalités qui rendent l'accès plus facile et plus systématique aux services d'EPPE, en général, et aux niveaux des communautés en particulier, à travers l'implication des adultes dans les ménages, des familles élargies et des communautés. Les modules reposent sur des principes de procréation, d'éducation et de soins socio-culturellement appropriés et sur des pratiques adaptées au contexte local de l'enfant et de la famille, utilisant la langue maternelle de l'enfant ou la langue locale ainsi que favorisant l'utilisation de matériaux locaux pour les jeux.

Les pays participants étaient le Burkina Faso, le Niger, Sao Tomé & Principe, le Sénégal, le Swaziland, l'Ouganda et la Zambie.

En s'appuyant l'initiative La Grande Poussée, et sur sa collaboration avec l'UNESCO, après un appel d'offres par OSISA, grâce à l'appui technique de l'UNESCO à Windhoek, le Swaziland a pu obtenir une subvention en faveur de l'EPPE en raison de la qualité de son Plan d'accélération.

Renforcement des capacités d'alphabetisation pour les jeunes et les adultes

L'alphabetisation des jeunes et des adultes est aussi un domaine dans lequel de nombreux pays africains sont à la traîne. Bien que de nombreuses bonnes pratiques puissent être signalées à travers l'Afrique subsaharienne, le plus grand défi est souvent l'intensification de ces interventions.

Depuis 2012, grâce au financement de Procter & Gamble, le Bureau de l'UNESCO à Dakar, avec ses homologues sénégalais, a lancé un projet pour les filles et les femmes qui a réussi à combiner la qualité en lecture, en écriture et en calcul avec des compétences entrepreneuriales, en utilisant les TIC pour atteindre un plus grand groupe de femmes. Le projet appelé PAJEF (Projet d'alphabetisation des jeunes filles et jeunes Femmes) et offre ses programmes dans les langues nationales et en français à travers la télévision, l'Internet, les téléphones mobiles et les CD et DVD. Depuis son lancement en 2012, il a ouvert 260 classes pour environ 4000 femmes analphabètes. Le projet a également fourni un soutien de tutorat à environ 800 filles en risque de décrochage scolaire, par le renforcement de leurs compétences en lecture et écriture à travers la formation professionnelle. Le PAJEF est mis en œuvre en partenariat avec le gouvernement, les autorités locales de l'éducation, les OSC ainsi que le secteur privé.

¹⁸ Zambie, Swaziland et S.Tomé & Principe ont bénéficié de cet exercice étant donné leur choix de considérer l'EPPE comme objectif prioritaire pour l'accélération. Afin d'optimiser la formation, les pays participants de la Grande Poussée voisins du Burkina Faso ont également été invités - le Sénégal et le Niger. Le Burkina Faso a participé comme hôte étant donné que l'activité a été réalisée en collaboration avec le CIEFFA et a eu lieu à Ouagadougou.

L'initiative a jusqu'ici été très réussie à la fois dans les méthodes d'enseignement de la lecture et de l'écriture, dans les contextes formels et non-formels, à travers l'utilisation des TIC et en étant efficace pour l'autonomisation des bénéficiaires qui ont également commencé à développer des activités génératrices de revenus. Il est actuellement diffusé comme une stratégie pour accélérer les efforts nationaux d'alphabétisation dans d'autres pays. Une expansion est maintenant envisagée au Kenya et au Nigeria par le financement du même partenaire privé, tandis que la Gambie adopte l'approche après une visite d'étude fructueuse au Sénégal. Le Nigeria a également entrepris une visite d'étude au Sénégal. L'Angola est à présent dans la liste pour une visite d'étude et un échange sud-sud¹⁹.

La diffusion par internet de la visite d'étude Gambienne a incité tant de réactions intéressées, y compris de la Namibie et du Pakistan, que l'UNESCO à Dakar est en cours de production d'une série de vidéos pour permettre une plus large diffusion au moyen des TIC.

La Gambie, grâce au fonds d'urgence, a été aidée dans le renforcement des capacités du MdE et des autres parties prenantes pour finaliser leur politique d'alphabétisation, développer des outils de collecte des données et ainsi que les capacités pour de fournir des documents de plaidoyer et de mobilisation des ressources sur les interventions en matière d'alphabétisation pour un élargissement. Grâce à l'appui pour la production d'un premier documentaire vidéo, la Gambie a participé au Prix de l'Alphabétisation 2014.

Voie à suivre

L'Initiative de la Grande Poussée en Afrique subsaharienne a été vivement accueillie par les pays participants. Les réactions des pays aux méthodologies proposées pour les cadres d'accélération ont été majoritairement très appréciées, indiquant une forte valeur ajoutée aux pratiques existantes de planification de l'éducation. Un an après son lancement, les réponses des pays ont cependant stagné et soulignent qu'un suivi régulier et la fourniture de l'assistance technique sont essentiels pour que les pays ne retombent pas dans les modalités habituelles. Pour cette période de rapport, neufs des vingt pays, y compris le Sénégal et la Gambie, ont réalisée de bons progrès avec un programme d'accélération clair. Les enseignements tirés montrent que, en plus d'un fort soutien technique et politique au niveau national, les pays ont besoin d'un support technique et de l'appui des partenaires de développement. Il est ainsi nécessaire de renforcer le soutien des partenaires de l'EPT aux Etats membres.

Des ressources humaines et financières supplémentaires sont donc nécessaires pour fournir l'assistance de base aux pays participants.

¹⁹ Pour plus d'informations, consultez: <http://www.unesco.org/new/en/dakar/education/literacy/literacy-project-for-young-girls-and-women-in-senegal-pajef/>

4. AGENDA DE L'ÉDUCATION POST 2015

La réunion de Johannesburg, en octobre 2012, a marqué le début des réflexions sur le processus de définition de l'agenda de l'éducation post 2015 dans la région.

Des consultations ont eu lieu et ont encore lieu à travers différents forums. Ce chapitre fournira une brève description des plus importantes consultations et renvoie le lecteur aux sites Internet des différentes institutions pour plus de détails.

La Consultation Régionale de l'UNESCO en ASS

Le processus de consultation sur l'EPT en Afrique subsaharienne en 2012 a permis de longues consultations avec les ministères de l'éducation et des parties prenantes sur la pertinence du cadre de l'EPT, les priorités des pays au-delà de 2015 et les plus larges défis socio-économiques ayant un impact sur l'éducation.

Pertinence du cadre de l'EPT

Dans la région de l'Afrique australe, on estime que les objectifs de l'EPT, convenus au niveau international, et l'effort mondial associé ont permis de fournir une orientation stratégique à la planification de l'éducation et à la budgétisation dans la région. Plus important encore, le cadre a été utile pour le suivi des progrès tant en matière d'EPU que pour l'alphabétisation des adultes.

En Afrique centrale, le cadre de l'EPT de Dakar est largement reconnu par les pays pour les progrès accomplis en matière d'EPU et l'accent mis sur l'alphabétisation mais la pratique de la planification sectorielle et le soutien soutenu des partenaires au développement sont plus importants.

Les pays d'Afrique de l'Est ont trouvé le cadre de l'EPT de Dakar utile pour les revues sectorielles et une planification ciblée, en mettant la priorité sur l'éducation primaire inclusive avec un appui externe fiable. Pourtant, certains pays soulignent les difficultés à acquérir un soutien adéquat pour l'éducation post-primaire ou post-basique.

Dans l'ensemble, les ministères de l'éducation de la CEDEAO conviennent que les objectifs convenus au niveau international en matière d'éducation ont permis une planification ciblée de l'éducation (cfr. plans nationaux sur l'EPT, planification sectorielle, planification spécifique en fonction de l'objectif de l'EPT), le plaidoyer, la sensibilisation et la mobilisation des ressources. Cependant, au moins un ministère a exprimé son inquiétude par rapport à la mise en place d'objectifs chiffrés universels ne tenant pas suffisamment compte du contexte national, plaçant ainsi les pays dans l'incapacité d'atteindre les objectifs définis ou, à défaut, à une forte dépendance par rapport aux partenaires extérieurs.

Priorités Post 2015

L'agenda de l'EPT est une entreprise inachevée dans toutes les régions de l'Afrique subsaharienne. Les priorités post 2015 diffèrent au niveau des pays mais au niveau régional, ils ont tendance à se référer aux domaines communs pour lesquels plus d'efforts sont requis. Toutes les régions ont cependant convenu que la priorité sera accordée à l'équité et à la qualité : un minimum de 10-12 années d'éducation ininterrompue comprenant 2-3 ans de préscolaire est unanime.

Pour la CAE, la première priorité pour les efforts nationaux et régionaux de développement de l'éducation post 2015 devrait être d'assurer une éducation de base pour tous inclusive de qualité et inclusive au-delà de l'accès à un achèvement réussi d'un cycle élargi.

Pour la CEEAC, l'agenda post-2015 pour la région devrait être développé autour des questions cruciales de l'intégration, de la qualité (enseignants et environnements d'apprentissage améliorés) et des compétences pour l'employabilité.

Pour la CEDEAO, une éducation de base élargie, inclusive et de bonne qualité définit la vision Afrique de l'Ouest pour ses enfants et sa jeunesse au-delà de 2015. C'est une région qui présente de très grands défis.

Pour l'AIGD, en plus des objectifs généraux d'une éducation de base étendue de qualité, une pierre angulaire à l'ordre du jour pour l'agenda de l'après 2015 sera nécessairement la préparation des jeunes au monde du travail. Vu le nombre croissant d'inscriptions dans les écoles, l'éducation

du futur sera appelée à développer des compétences qui se traduisent en employabilité et en entrepreneuriat.

Pour la CDAA, l'agenda de l'éducation pour l'après 2015 devrait privilégier la qualité de l'éducation, en mettant l'accent sur l'amélioration des résultats d'apprentissage dans un cycle d'éducation de base élargie, tout en favorisant l'accès des groupes marginalisés à l'éducation. L'enseignement technique et professionnel pour l'emploi recevra aussi beaucoup plus d'attention.

Coopération régionale et sous-régionale dans le cadre de l'agenda post 2015

Les pays de la CAE considèrent que certaines des priorités post-2015 se prêtent à la collaboration inter-pays. Un exemple évident est la qualité en référence particulière aux résultats d'apprentissage, avec la suggestion que des mécanismes communs d'évaluation soient mis en place. Un autre domaine proposé pour la coopération régionale est le développement des capacités en matière de gestion de l'éducation et des systèmes d'information.

Les pays de la SADC considèrent l'accès, la qualité, le développement des compétences pour l'employabilité des jeunes et l'EPPE comme un potentiel pour la coopération régionale.

La coopération régionale au niveau de la CEDEAO était perçue différemment. Les deux secteurs les plus souvent identifiés pour des initiatives conjointes sont liés à la gestion de l'éducation et l'assurance de la qualité, d'une part, et au développement professionnel des enseignants, de l'autre.

La coopération régionale de la CEEAC propose des domaines tels que l'éducation et la qualification des jeunes pour l'employabilité, des programmes de sensibilisation au VIH/SIDA et des voies multiples pour l'éducation de base et l'alphabétisation des adultes.

Engagements à renouveler en faveur de l'éducation en Afrique

Les ministères de l'éducation de l'Afrique subsaharienne comptent sur les agences initiatrices de l'EPT ainsi que vers les autres agences concernées des Nations Unies pour travailler en collaboration afin de soutenir le développement de l'éducation post 2015.

Les pays de la CEEAC se réfèrent par exemple à l'EPPE afin d'appeler à une étroite collaboration entre l'UNESCO (développement des programmes et formation des enseignants) et l'UNICEF (santé, nutrition et éducation parentale) pour soutenir les efforts nationaux impliquant les gouvernements nationaux mais aussi les collectivités locales. Il est suggéré, dans cet exemple particulier, que les collectivités soient un levier essentiel pour les campagnes de sensibilisation pour la scolarisation des jeunes enfants et la construction de salles de classe, tout en étant pleinement impliquées dans les comités de gestion du préscolaire.

En ce qui concerne les priorités de l'éducation post 2015, les représentants des ministères considèrent que l'UNESCO a un rôle clé à jouer dans le soutien à l'élaboration des plans et stratégies du secteur de l'éducation, dans le renforcement des capacités institutionnelles et pour les systèmes de suivi. L'UNICEF, la Banque mondiale, le PNUD et le Programme Alimentaire Mondial ont été identifiés comme autres partenaires essentiels dans le cadre de la construction d'écoles, l'approvisionnement et la fourniture de matériel didactique, le développement des

capacités et l'évaluation systémique et, dans une certaine mesure, l'apport d'un financement supplémentaire pour l'éducation.

Autres forums consultatifs

Union Africaine

Afin de compléter les consultations et réflexions précédentes, l'UA a mené une série de consultations²⁰ au sujet de l'agenda de développement pour l'après-2015 impliquant les parties prenantes aux niveaux national, régional et continental. Les consultations comprenaient les secteurs public et privé, les parlementaires, les organisations de la société civile (OSC), y compris les associations de femmes et de jeunes ainsi que les milieux universitaires. Ce processus a abouti, lors de sa 22^e session ordinaire, à l'adoption de la Position Commune Africaine (PAC) sur l'Agenda de Développement post-2015.

L'UA a insisté sur une appropriation collective du nouvel agenda par les États africains et sur la nécessité que les priorités et aspirations de l'Afrique soient reflétées dans l'agenda international du développement post-2015. Six piliers de développement ont été identifiés: (i) la transformation économique structurelle et la croissance inclusive; (ii) la science, la technologie et l'innovation; (iii) le développement centré sur la personne; (iv) la durabilité environnementale et la gestion des ressources naturelles ainsi que la gestion des risques de catastrophe; (v) la paix et la sécurité; et (vi) les finances et partenariats pour des domaines de préoccupation spécifiques.

La PAC réaffirme que l'éducation est la base du développement et en tant que tel, il est intégré dans tous les six piliers, l'éducation méritant une attention particulière, avec un accent mis sur l'agenda inachevé de l'EPT. La qualité de l'éducation reste également une préoccupation dès lors que les résultats d'apprentissage dans la plupart des pays sont considérés comme pauvres, tandis que les inégalités au niveau de l'accès aux services sociaux de base restent un défi majeur.

Les articles 39 à 40 de la PAC se réfèrent ainsi aux domaines d'intérêts proposés pour le développement des capacités des ressources humaines en faveur d'une amélioration de la qualité de l'éducation: investissements dans les infrastructures, TIC, taux d'achèvement plus élevés, éducation préscolaire, éducation intégrée des adultes et éducation tertiaire et amélioration de la qualité et des conditions de service des éducateurs et des formateurs. Alors que l'article 41 souligne la nécessité d'aborder la question de l'équité et, en particulier, de la parité des genres à tous les niveaux, l'article 42 souligne la nécessité d'améliorer la pertinence de l'éducation appelant à des programmes scolaires qui répondent aux défis contemporains (éducation aux droits et à la citoyenneté, EFTP, entrepreneuriat, compétences de vie et de l'éducation sexuelle et éducation à la santé sexuelle et de la reproduction pour tous).

Ministres de l'Éducation du Commonwealth (Londres, décembre 2012)

Le Commonwealth réaffirme le rôle central de l'éducation dans tous les aspects du développement et son rôle clé pour stimuler les progrès dans d'autres secteurs. Leur priorité est la

²⁰ Consultation de Addis Ababa, février 2013 et post-2015 à l'échelle de l'Afrique, Tunis, mars 2014.

réduction des disparités afin de fournir une éducation de qualité accessible à tous. Trois objectifs principaux ont été identifiés:

- Permettre à chaque enfant de terminer un cycle complet d'un minimum de 9 ans, avec l'accès à une éducation de base gratuite;
- L'expansion de l'éducation de base pour répondre aux besoins de la connaissance et des compétences liées à l'emploi, ainsi qu'aux compétences de subsistance;
- La réduction et l'élimination des différences au niveau des résultats scolaires en liaison avec le sexe et le revenu des ménages.

Globalement, le Commonwealth a recommandé une approche contextuelle et régionale pour remplacer l'approche "Unique pour tous".

Ministres de la CONFEMEN (Liège, Juillet 2013)

Les ministres de l'Éducation des États francophones ont engagé leurs gouvernements à assurer une éducation inclusive et de qualité pour tous en mettant l'accent sur les quatre priorités suivantes:

- Extension de l'éducation de base gratuite et obligatoire
- Renforcement de l'éducation et de la formation continue
- Assurer un financement durable pour l'éducation
- Assurer une bonne gouvernance et le renforcement des partenariats

ANCEFA

ANCEFA a lancé son processus de consultation dès 2011²¹ et est arrivé à un cadre post 2015 orienté sur les droits de l'homme et ayant une large portée, abordant l'éducation de la petite enfance à l'âge adulte dans le cadre de la formation continue.

Objectif: Améliorer l'accès à l'éducation universelle, complète et de qualité

Principes directeurs et stratégies

- Promotion de l'éducation comme un droit humain
- Liberté, tolérance et paix
- Égalité et équité
- Transparence et responsabilité
- Accès équitable à l'éducation: un accent sur les populations marginalisées, y compris les communautés pastorales, les filles, les minorités ethniques, les communautés vivant dans les zones difficiles d'accès, dans les zones d'urgence et les enfants ayant des incapacités
- Répartition équitable des fournitures dans les écoles visant les marginalisés et les exclus
- Réformes systémiques dans l'éducation (y compris l'harmonisation et l'internationalisation au niveau de l'enseignement supérieur)

²¹ Forum sur l'Éducation, à Addis Ababa, septembre 2011; OSC pre-et COMEDAF V Forum, Abuja, avril, 2012; et Forum sur les Politiques pan africaines, novembre 2012)

- Appropriation et large participation dans les processus politiques à tous les niveaux (impliquant les communautés et les organisations de la société civile)
- Protection de l'environnement et l'éducation pour le développement durable

Priorités:

1. Éducation de qualité mettant l'accent sur l'atteinte des résultats d'apprentissage à tous les niveaux (développement de la petite enfance (DPE), primaire, secondaire, formation technique et professionnelle (EFTP) et enseignement supérieur)
2. Accès équitable et inclusif aux niveaux primaire, secondaire et supérieur; dispositions équitables pour atteindre les plus exclus et marginalisés
3. Lecture, écriture et calcul et développement des compétences – accent mis pour combattre l'analphabétisme et pour le développement des compétences de ce qui n'ont pas réussi
4. Renforcement des liens entre le système éducatif et les exigences du marché du travail
5. Promotion de l'éducation préscolaire, de l'enseignement supérieur et de l'éducation non formelle

Déclaration de la jeunesse africaine post 2015²² (Kenya, novembre 2012)

La Déclaration de la Jeunesse Africaine pour le Post-2015 a identifié les domaines suivants comme étant importants:

- Accès équitable à une éducation de qualité et amélioration des technologies appropriées
- Une attention particulière aux jeunes vulnérables grâce à l'éducation primaire et secondaire universelle et à la délivrance de bourses pour les étudiants des collèges et universités au niveau local et international.
- Les gouvernements devraient veiller à la mise à niveau des installations scolaires, renforcer les capacités et la fourniture de mesures incitatives au personnel académique.
- Les gouvernements devraient veiller à l'allocation de fonds suffisants de sources internes et externes pour répondre aux préoccupations/défis de l'éducation pour une meilleure mise en œuvre des stratégies/politiques éducatives
- Mettre l'accent sur l'investissement et la promotion de programmes d'éducation qui intègrent les TICS, orientés vers l'action, basés sur les techniques, la profession et l'entrepreneuriat dans le but de préparer les jeunes à l'auto-emploi et à faire face aux conditions actuelles de l'environnement/du travail
- Promouvoir l'innovation, la créativité et renforcer le développement de la compétence et de l'expérience chez les jeunes.

Bien que dissemblables en termes de portée et d'ambitions pour l'agenda de l'éducation post-2015, tous les forums sont d'accord sur le principe de l'accès équitable à une éducation de base de

²² Conférence des Jeunes Africains sur l'Agenda du Développement pour l'après 2015 organisée au Gigiri des NU, du 18 au 20 novembre 2012

qualité pour tous. Le Forum Africain, l'Union africaine en particulier, plaide toutefois pour une éducation équitable de qualité à tous les niveaux, y compris aux niveaux secondaire et supérieurs vu que l'éducation tient un rôle important au-delà des questions des droits de l'homme, car elle détient le potentiel de réel développement du continent africain.

Revue de l'EPT et Réunion des Ministres Africains de l'Education

La consultation finale sur l'agenda post 2015 pour l'éducation aura lieu du 27 au 30 octobre 2014 à Kigali, Rwanda. La réunion rassemblera tous les ministres de l'éducation de l'ASS ou leurs suppléants, les représentants des OSC, les universités ainsi que les autres partenaires de l'éducation et parties prenantes concernés.

L'événement permettra un l'examen final sur la situation de l'EPT en ASS en examinant les spécificités de chaque région. De plus, cette révision alimentera les dernières discussions sur la position de l'Afrique dans l'agenda post 2015, préparant ainsi le continent à la Conférence mondiale sur l'Education prévue à Incheon, en Corée du Sud en 2015.

La revue de l'EPT est actuellement en préparation sous la coordination du Bureau de l'UNESCO à Dakar et du Pôle de Dakar/IIPE. Il est basé sur trois composantes: les profils EPT pays, les questionnaires pays sur l'EPT et la consolidation de ces éléments dans un rapport pour l'ASS, analysés au niveau des CER. Les profils pays sont développés à partir des données fournies par les pays à l'ISU ainsi que des données issues de l'analyse sectorielle de l'éducation dirigée par le Pôle de Dakar au cours des dernières années. Ils ont été élaborés par l'UNESCO afin d'assurer l'alignement de l'analyse des données des pays individuels et des sources. Cela permettra l'agrégation des données par régions et une comparaison entre les pays.

Les questionnaire pays sont complétés et validés par une équipe nationale composée de représentants du MdE, des OSC et des représentants des partenaires financiers et techniques activement engagé dans l'EPT au niveau national.

Le questionnaire permettra aux pays de vérifier les données des profils et, surtout, de produire une propre analyse de leur évolution vers les objectifs de l'EPT et une présentation des politiques proposées pour l'après 2015.

5. COORDINATION DE L'EPT EN ASS

Cette partie du rapport examine comment la coordination de l'EPT en Afrique subsaharienne a été conduite en 2013. Elle décrira les mécanismes qui ont été mis en place aux niveaux continental et régional, ainsi que les domaines particuliers auxquels les partenaires de l'éducation ont contribué ou pour lesquels ils se sont coordonnés pour une formulation et une application améliorées des politiques.

Coordination de l'EPT au niveau continental

Lors de la réunion de coordination régionale sur l'EPT en ASS à Johannesburg en octobre 2012, les pays participants, les organisations intergouvernementales, les Nations Unies et les OSC ont convenu de la nécessité d'améliorer les mécanismes de coordination de l'EPT au niveau régional. Les participants ont approuvé la création d'une structure à deux niveaux pour améliorer la coordination et se sont engagés dans le dialogue de l'EPT au niveau mondial en ce qui concerne les cadres de l'accélération et la définition de l'agenda post 2015. Au niveau continental, il a été proposé que la structure soit codirigée par l'UNESCO et l'Union africaine et composée des autres partenaires de l'EPT, OSC, le secteur privé, les PAP, les structures d'éducation des CER et les pays représentant l'Afrique dans le mécanisme mondial de l'EPT. Au niveau régional, une structure similaire devait être mise en place, fortement rattachée aux secrétariats d'éducation des CER.

Mécanisme de coordination de l'EPT en ASS

Au niveau continental, un comité directeur (CD) a été créé. Les agences initiatrices de l'EPT basées à Dakar²³ ont été invitées ainsi que les OSC et les OIG. Le CD de l'EPT en ASS est présidé par l'UNESCO et composé de représentants régionaux de l'UNICEF, du FNUAP, de l'ADEA, de la CONFEMEN, d'ANCEFA et de FAWE. Le secrétariat est assuré par le Bureau de l'UNESCO à Dakar. Le Comité directeur de la coordination de l'EPT en ASS a officiellement été lancé en février 2013, lors de la visite de la directrice générale de l'UNESCO au Sénégal.

Le Comité Directeur de l'EPT en ASS s'est réuni régulièrement tout au long de 2013 et a été en mesure de lancer la Grande Poussée et d'organiser des réunions régionales avec les pays concernés, auxquelles les OSC, en particulier, ont participé au plus haut niveau. Le CD (en particulier, les représentants de l'UNESCO, l'ADEA, ANCEFA, FAWE et de la CONFEMEN) étaient responsables de l'élaboration des lignes directrices de l'accélération de l'EPT ainsi que de la facilitation de l'atelier de renforcement des capacités²⁴.

Plaidoyer en faveur de l'EPT

Dans le but d'influencer les décideurs politiques, en collaboration avec les Parlementaires Pan Africains (PAP), l'UNESCO à Dakar a organisé une session spéciale sur le plaidoyer en faveur de l'EPT lors de la réunion de la session ordinaire du PAP en octobre 2013, réunissant plus de 100 parlementaires Africains. Lors de la réunion, l'UNESCO a diffusé 45 profils EPT de pays africains, soulignant les progrès et les défis dans la réalisation des objectifs de l'EPT d'ici 2015, et a plaidé pour l'utilisation des revenus générés par les ressources naturelles pour investir davantage dans l'éducation et pour le partage de l'information pour le processus de définition de l'agenda post-2015.

Coordination avec l'UA

En ce qui concerne les domaines prioritaires de la coopération avec la Commission de l'Union africaine (UAC), l'UNESCO a soutenu l'UA à travers le Mécanisme de Coordination Régionale (RCM) pour l'Afrique. Le Département des Ressources Humaines, des Sciences et de la Technologie de

²³ Pour des raisons pratiques et financières, il a été convenu que les membres du CD doivent être basés à Dakar et faire partie, de préférence, d'une représentation régionale ou sous-régionale.

²⁴ Malheureusement, la participation de l'UNICEF et du FNUAP s'est affaiblie après le premier trimestre de 2013, les rendant plus des membres sur papier que dans la réalité.

l'UA, en collaboration avec le Bureau de liaison de l'UNESCO et l'IIRCA ont organisé plusieurs réunions sur la revue de la progression de la mise en œuvre du Business Plan du Mécanisme de Coordination Régionale pour 2012 et 2013, avec une concentration particulière sur les SIGE, les enseignants, l'EFTP et l'enseignement supérieur.

Pour le Cluster sur l'environnement, Population et Urbanisation, OCHA, le PNUD et l'UNESCO, ont organisé un séminaire de renforcement des capacités des Directeurs nationaux de planification de l'éducation pour l'intégration de l'éducation pour la paix, la prévention des conflits et des risques dans les plans du secteur de l'éducation en Afrique occidentale et centrale.

Coordination Thématique au niveau continental

EFTP

En matière d'EFTP, le plaidoyer régional et le partage des connaissances sur le CNQ/CRQ ont eu lieu entre 12 pays (8 de la CEDEAO; 3 de la CDAA: le Lesotho, le Mozambique et le Malawi; 1 de la CAE: le Kenya), en collaboration avec le Programme régional pour l'emploi des jeunes (PNUD/YERP) et le soutien de l'Equipe de Travail Inter-Institutions (ETII).

Le plaidoyer et le partage des connaissances sur le CNQ/CRQ a également eu lieu à un haut niveau, lors de la réunion de l'ADEA/ICQN²⁵ (Abidjan, juillet 2013) et la réunion régionale organisée par l'UNEVOC, en collaboration avec l'ETII (Abuja, septembre 2013).

Enseignants

Dans le domaine du développement des enseignants, la coordination a eu lieu entre l'UA, l'UNESCO, l'Équipe spéciale internationale sur les Enseignants pour l'EPT et l'ADEA pour l'organisation de la 3^e Conférence panafricaine sur l'éducation et le développement des enseignants (PACTED). La feuille de route élaborée établit effectivement le lien entre le plan d'action de la deuxième décennie de l'UA, le cadre de suivi et d'évaluation et le PACTED. Une équipe de coordination a été créée et des agences lead ont été identifiées pour chaque objectif. Les soutiens spécifiques apportés incluent l'assistance technique pour l'élaboration des politiques des enseignants et l'élaboration d'un cadre régional de qualification (CRQ) des enseignants ainsi que la collection et la dissémination de bonnes pratiques concernant les enseignants. Les documents de politique ont été produits en quatre langues (anglais, français, portugais et arabe) facilitant ainsi la création et le partage des connaissances. Une étude de recherche sur le cadre de qualification des enseignants a été entreprise en Gambie et au Nigéria.

En outre, l'UA et l'Institut international pour le Renforcement des Capacités en Afrique de l'UNESCO (IIRCA) ont collaboré à l'élaboration d'une étude sur la mobilité des enseignants dans les pays francophones et à la rédaction d'un protocole à l'échelle continentale. L'IIRCA a également collaboré au niveau régional à travers les CER. CAE: sur la gestion des institutions de formation des enseignants à Mombasa (Kenya) ; CEEAC: forum sur l'harmonisation des programmes de formation des enseignants (Cameroun) ; CEDEAO et CDAA: forum sur le développement d'un

²⁵ Inter Countries Quality Node (ICQN)

processus politique holistique des enseignants (Ghana et Johannesburg) ; AIGD et CEEAC: Forum sur l'établissement de normes en matière de TIC pour l'éducation des enseignants (Congo).

SIGE et Planification sectorielle

Dans le domaine des systèmes d'information et de gestion de l'éducation (SIGE), l'Institut des Statistiques de l'UNESCO (ISU) a contribué à la vision de l'UA pour l'éducation (plusieurs rapports de Communauté économique régionale (CER) et des perspectives continentales sur le rapport de l'éducation) grâce à la fourniture de données détaillées à l'ADEA. Un module sur la collecte de données dans la région de l'Afrique a été conçu pour répondre au besoin de la liste des indicateurs de l'éducation de l'UA. Quarante-huit (48) pays sur 52 ont répondu (seuls le Kenya, la Libye, la Somalie et le Soudan n'ont pas répondu au questionnaire régional pour le moment). Plusieurs publications de l'ISU et documents ont été produits en utilisant ce module régional.

En outre, sous la coordination du Pôle de Dakar/IIPE de l'UNESCO, la collaboration a également eu lieu avec l'ISU, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), le Secrétariat de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'EPT, et la CONFEMEN/Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC), pour l'élaboration d'un cours de formation à distance sur les Politiques Sectorielles et Gestion des Systèmes Educatifs (PSGSE). Le cours sur les PSGSE a été conçu pour répondre aux besoins de renforcement des capacités au niveau des ministères en charge de la définition et du pilotage des systèmes d'éducation. C'est un enseignement à distance et de formation sur le tas, menant à un diplôme. Jusqu'à présent, près de 200 personnes de 19 pays africains se sont inscrites au cours.

Coordination au niveau régional

CEEAC

Au niveau régional, la coordination et l'articulation de l'EPT dans la région de l'Afrique centrale ont eu lieu principalement entre le Secrétariat de la CEEAC, l'UNESCO, y compris l'ISU, et la BAD pour le renforcement de l'Enseignement Supérieur, les SIGE et les programmes de prévention du VIH/SIDA et de l'enseignement au niveau primaire.

Appui à l'enseignement supérieur

L'UNESCO a apporté un appui technique et financier aux États de l'Afrique centrale, en juillet 2010, pour la création de Centres d'excellence de l'Université technologique (Petu) dans la région de la CEEAC. Une demande de financement²⁶ a été envoyée par le Secrétariat de la CEEAC pour soumission à la Banque Africaine de Développement (BAD).

Harmonisation des SIGE

En collaboration avec la BAD, l'ADEA et le Secrétariat de la CEEAC, l'UNESCO et son Institut de Statistiques (ISU) ont fourni un appui technique et financier aux pays de la CEEAC, pour l'harmonisation et le renforcement des systèmes pour une production régulière et de qualité de statistiques de l'éducation. Une demande de financement est en cours d'examen par la BAD.

²⁶ Cette demande a été appuyée par la déclaration de l'engagement signée à Yaoundé par les Ministres en charge de l'Education supérieure dans la région de la CEEAC, en juin 2013

CAE

Après le premier forum organisé par le gouvernement du Kenya en septembre 2011, le deuxième forum de haut niveau de l'EPT s'est tenu à Kampala, en Ouganda en juillet 2013 réunissant 10 ministres de l'éducation de l'Afrique de l'Est²⁷. La réunion a été co-organisée par le Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, en partenariat avec la Commission nationale Ougandaise pour l'UNESCO et accueillie par le gouvernement Ougandais. Le résultat de la réunion a été l'adoption de l'engagement de Kampala où les pays participants ont convenu d'accélérer l'EPT et ont échangé sur l'agenda de l'éducation post-2015 pour la région de l'Afrique de l'Est.

Le Bureau Régional de l'UNESCO à Nairobi a aussi aidé à faciliter des exercices régionaux de renforcement des capacités. Le Kenya et l'Ouganda ont aussi participé aux activités de La Grande Poussée.

En collaboration avec le BIE, l'UOT, le BREDA et le siège, un enseignement ouvert à distance combiné avec un cours en face-à-face sur le développement de programmes a formé les développeurs de programmes d'études dans plus de 10 pays participants pour améliorer la qualité de l'éducation.

CEDEAO

Dans la région de la CEDEAO, la coordination régionale conjointe entre les organismes des Nations-Unies et le Secrétariat de la CEDEAO pour l'Education, a contribué efficacement à la suite de la mise en œuvre du processus d'Abuja pour la revitalisation de l'EFTP. L'équipe de travail inter-institution, le mécanisme de partenariat régional en matière d'EFTP, a été renforcé, avec maintenant huit organisations activement impliquées: l'UNESCO, la BAD, la CEDEAO, le PNUD, le FIDA, la CEAO, le CAMES et ONU-Femmes. Les consultations et la planification conjointe entre les partenaires, à l'appui du plan d'action de la CEDEAO sur l'EFTP se sont intensifiées à travers le dialogue et le partage de connaissances avec le Secrétariat de l'UEMOA et les pays. L'ETI est en phase d'être considéré comme un mécanisme institutionnel de la CEDEAO pour la mobilisation de partenariat pour l'EFTP.

Une publication de l'ETI sur l'enquête régionale de l'EFTP et sur les lignes directrices régionales pour les CNQ/CRQ (cadres régionaux et nationaux de qualification) est disponible en français et en anglais (avec des contributions du PNUD, l'UNESCO et la CEDEAO). Quatre vidéos sur les meilleures pratiques au Bénin, au Nigeria et au Sénégal, qui donnent des exemples sur la meilleure façon de traduire les politiques nationales d'EFTP en actions concrètes et efficaces pour la jeunesse ainsi que sur le développement de CNQ ont été produites et diffusées.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, à travers un partenariat avec la DAAD, les Bureaux de l'UNESCO à Dakar et à Abuja et l'IPE ont organisé des travaux de renforcement des capacités sur l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur, qui était une combinaison de formations en face à face et en ligne.

²⁷ Erythrée, Ethiopie, Kenya, Ile Maurice, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, Zanzibar et Ouanda

CDA

En Afrique australe, l'articulation vers l'EFTP au niveau régional continue. Le cadre de qualification régional de la CDA (CDAACRQ) a été adopté et le Comité technique de l'EFTP de la CDA constitué. Le Comité met l'accent sur l'harmonisation des politiques et des normes EFTP dans la région pour la période 2013-2014. Alors que le dialogue entre la CDA et l'Union européenne sur les cadres de qualifications a été reporté au premier semestre de 2014, un Forum régional sur l'EFTP dans la CDA a été convoqué par l'UNESCO (novembre 2013, RAS) pour discuter de la voie à suivre en matière de coordination de l'EFTP.

En ce qui concerne l'éducation pour le développement durable (EDD), la CDA et l'UNESCO ont convenu de travailler ensemble sur un programme d'éducation environnemental régional (REEP) en mettant l'accent sur:

- Le dialogue politique en matière d'EDD et le soutien au développement des politiques
- L'intégration de l'EDD dans les programmes de formation des enseignants et dans le réseau de la formation des enseignants
- Le renforcement des capacités pour l'élaboration de curricula sur l'EDD
- Le réseau de recherche sur l'EDD et la qualité de l'éducation
- Le Suivi&Evaluation de l'EDD et l'appui pour la mise en place de Centres Régionaux d'expertise

Il y a aussi eu une importante collaboration et coordination entre OSISA, l'UNESCO et le secrétariat de la CDA concernant l'accélération de l'EPT dans le cadre de La Grande Poussée, ce qui a facilité le renforcement des capacités au sein des pays d'Afrique australe prenant part à l'initiative.

6. CONCLUSIONS

Il y a eu un certain nombre d'initiatives et d'activités importantes visant au développement des ressources humaines pour la durabilité et la transformation de la croissance de l'Afrique en général. Une attention particulière a été accordée au renforcement des réponses du gouvernement à l'engagement pour l'agenda mondial de l'EPT. Sous la direction de l'UNESCO en tant qu'agence initiatrice chef de file, la mobilisation des partenaires pour accompagner l'Afrique subsaharienne s'est vue dynamisée. Le plaidoyer pour accélérer les efforts des gouvernements nationaux visant à améliorer la mise en œuvre des plans de l'EPT a abouti à un plus grand engagement à tous les niveaux, avec une participation accrue des CER, de la CUA, des OSC et des partenaires techniques et financiers de la région.

Le cadre de l'accélération a contribué à dégager un consensus sur les priorités pour l'après 2015. Les objectifs fixés pour 2015 ne peuvent être pleinement atteints d'ici 2015, mais il y a eu des preuves d'un engagement renouvelé à continuer la lutte pour atteindre les cibles inachevées de l'EPT, ce qui est une reconnaissance de l'importance de l'éducation pour la croissance et la

transformation de l'Afrique décrite dans l'Agenda de la Position Africaine Commune (PAC) 2063, une vision à long terme et une inspiration pour du 21^e siècle.

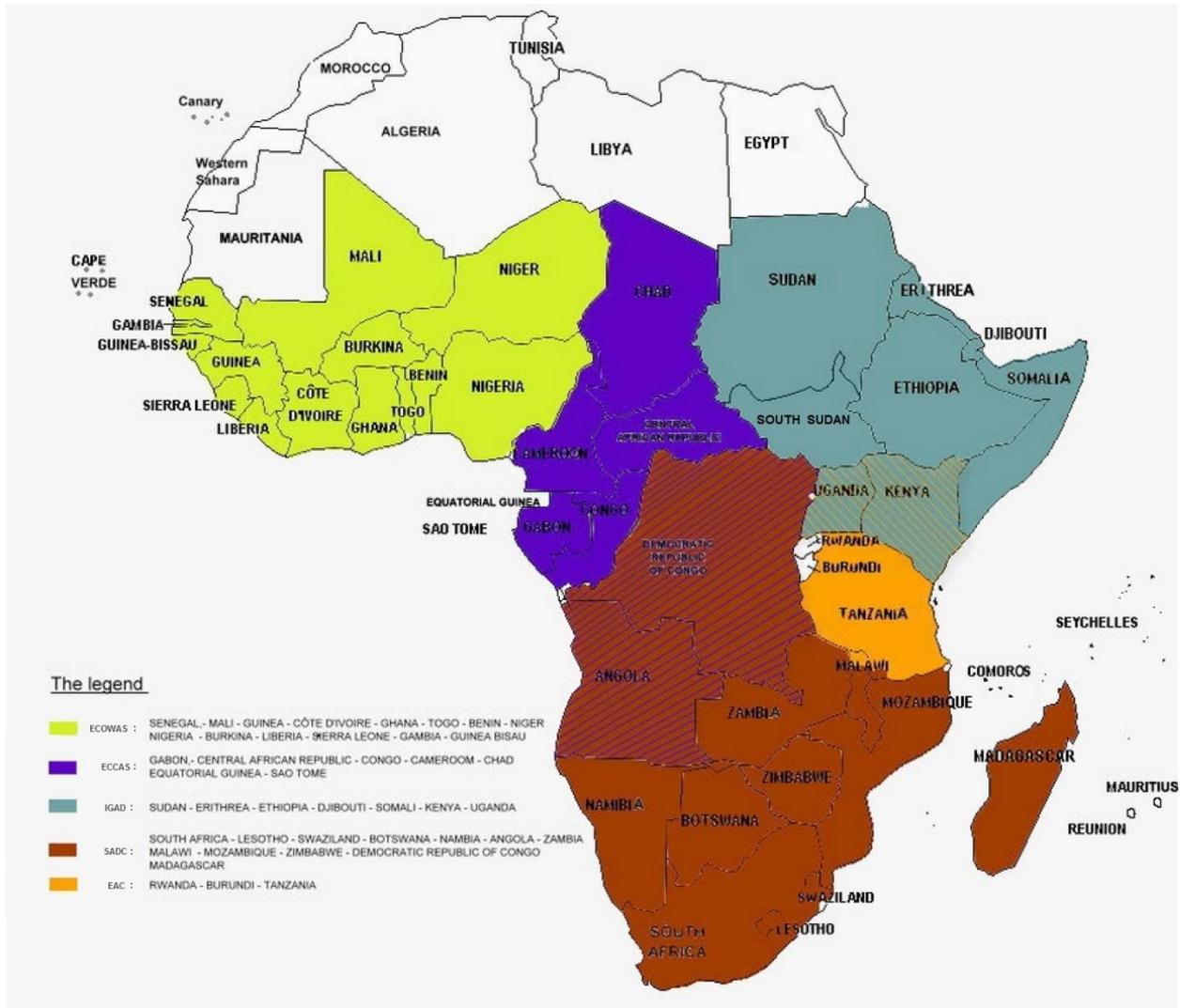
ANNEXES

Annexe 1: Informations de base sur les Communautés Economiques Régionales

Tableau 1: Les Communautés Economiques Régionales en Afrique subsaharienne

CER	Date de création et siège	Etats membres	Population	Programme éducatif
CAE – Communauté de l’Afrique de l’Est	2000, Arusha, Tanzanie	5 membres: Burundi, Kenya, Ouganda, République Unie de Tanzanie et Rwanda	149 millions	L’éducation est intégrée dans le domaine prioritaire 2 de la Section 4.4 (Développement des Secteurs Sociaux) de la Stratégie de Développement de la CAE (2011-2016).
CEEAC - Communauté Economique des Etats d’Afrique Centrale	1984 Libreville, Gabon	10 membres: Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Guinée Equatoriale, Gabon, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé & Principe et Tchad	130 millions	Inconnu
CEDEAO – Communauté Economique des Etats d’Afrique de l’Ouest	1975 Abuja, Nigéria	15 membres: Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d’Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo	340 millions	Protocole Régional sur l’Education (2003); Plan d’Action connexe couvrant l’éducation préventive contre le VIH&SIDA, l’éducation des filles, la formation à distance des enseignants, la promotion des sciences et technologie et ETFP; Convention sur la Reconnaissance et l’Equivalence des Grades, Diplômes et autres Qualifications. Cadre de qualifications à l’échelle de la CER pour les institutions d’enseignement supérieur.
AIGD – Autorité Intergouvernementale pour le Développement	1996 Djibouti	7 membres: Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie et Soudan (pré-sécession)	200 millions	Consultations initiées pour la stratégie sur le capital humain
CDAA - Communauté de Développement de l’Afrique Australe	1992 Gaborone, Botswana	15 membres : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République Démocratique du Congo, République Unie de Tanzanie, Seychelles, Swaziland, Zambie et Zimbabwe	280 millions	Protocole sur l’Education et la Formation couverte par la section 3.5 (Développement Social et Humain) du Plan Indicatif Régional de Développement Stratégique, adopté en 2004. Convention sur la Reconnaissance et l’Equivalence des Grades, Diplômes et autres Qualifications.

Les Communautés Economiques Régionales en Afrique subsaharienne²⁸



²⁸ Les zones striées représentent les pays qui appartiennent à plus d'une CER. Les couleurs dans cette zone indiquent les CER respectives auxquelles le pays appartient.

Annexe 2: Table de données – Indicateurs clés de l’EPT

		Objectif EPT 1				Objectif EPT 2				
		Taux brut de scolarisation dans le pré-primaire				Achèvement dans le primaire				
		Situation de référence		Situation actuelle		Situation de référence		Situation actuelle		
		Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée	
Pays	CER									
Afrique du Sud	CDAA	2002	31.9	2009	65.0					
Angola	CEEAC, CDAA							2010	46.6	
Bénin	CEDEAO	2002	5.3	2010	18.2	2002	46.0	2009	63.4	
Botswana	CDAA			2009	18.9	2002	93.0	2009	97.2	
Burkina Faso	CEDEAO	2002	1.1	2011	3.0	2002	25.7	2010	45.1	
Burundi	CAE, CEEAC	2002	1.4	2010	8.7	2002	27.3	2010	56.1	
Cameroun	CEEAC	2002	13.9	2010	28.4	2002	52.2	2010	78.7	
Cap-Vert	CEDEAO	2002	54.6	2010	69.7	2002	102.9	2010	98.9	
Comores	AIGD	2002	3.1	2008	21.8	2002	63.4	2008	74.8	
Congo	CEEAC	2002	5.3	2010	12.5	2002	59.9	2010	70.8	
Côte d'Ivoire	CEDEAO	2002	2.9	2011	4.4	2001	46.1	2011	58.6	
Djibouti	AIGD	2002	0.7	2011	4.3	2001	27.5	2009	35.6	
Erythrée	AIGD	2002	5.6	2010	13.6	2002	35.3	2010	39.8	
Ethiopie	AIGD	2002	1.8	2010	4.8	2002	31.7	2010	72.2	
Gabon	CEEAC	2002	14.3	2011	41.8					
Gambie	CEDEAO	2003	16.3	2010	30.4	2002	67.1	2010	70.5	
Ghana	CEDEAO	2001	31.3	2009	68.9	2002	68.8	2011	94.0	
Guinée	CEDEAO	2003	8.4	2010	13.7	2002	39.1	2010	64.1	
Guinée-Bissau	CEDEAO	2000	3.7	2010	6.9	2000	29.7	2010	67.6	
Guinée Equatoriale	CEEAC	2002	35.6	2008	54.7	2003	38.3	2010	52.4	
Kenya	CAE, AIGD	2002	42.8	2009	51.8					
Lesotho	CDAA	2002	24.7	2010	32.7	2002	62.1	2010	69.6	
Libéria	CEDEAO	2000	61.5					2008	62.3	
Madagascar	CDAA	2001	3.4	2010	8.8	2002	36.8	2010	72.5	
Malawi	CDAA					2002	68.2	2010	66.8	
Mali	CEDEAO	2002	1.3	2011	3.4	2002	34.2	2011	55.4	
Maurice	CDAA	2002	91.5	2010	96.4	2002	95.6	2010	96.0	
Mozambique	CDAA					2002	22.3	2011	56.2	
Namibie	CDAA					2002	92.6	2009	83.9	
Niger	CEDEAO	2002	1.3	2011	6.0	2002	21.2	2011	46.2	
Nigéria	CEDEAO	2002	11.9	2010	13.9	2003	77.2	2010	74.4	
Ouganda	CAE, AIGD			2010	13.9	2002	62.2	2010	57.2	
RCA	CEEAC	2002	1.8	2011	5.6	2003	27.0	2011	43.0	
RDC	CEEAC, CDAA	2002	1.3	2010	3.3	2002	38.7	2010	58.7	
R. U. de Tanzanie	CAE, CDAA	2003	24.5	2010	33.2	2002	59.2	2010	89.9	
Rwanda	CAE	2002	2.7	2011	11.4	2002	29.6	2010	69.6	
Sao Tomé et Principe	CEEAC	2002	27.3	2011	61.8	2002	61.6	2011	114.7	
Sénégal	CEDEAO	2002	3.1	2010	13.2	2002	47.2	2010	59.2	
Seychelles	CDAA	2002	101.5	2010	101.5	2002	113.8	2010	133.1	
Sierra Leone	CEDEAO	2001	4.5	2011	6.8			2011	74.4	
Somalie	AIGD									
Soudan (pré-sécession)	AIGD									
Swaziland	CDAA	2004	16.3	2010	22.7	2002	61.3	2010	76.9	
Tchad	CEEAC			2010	1.9	2002	28.6	2010	34.5	
Togo	CEDEAO	2002	2.7	2010	8.6	2001	75.5	2010	73.7	
Zambie	CDAA					2002	62.5	2010	103.3	
Zimbabwe	CDAA									
Commission Economique Régionale										
	AIGD		4*	12.7	4*	18.6	4*	39.2	4*	51.2
	CAE		4*	17.8	4*	26.3	4*	44.6	4*	68.2
	CDAA		8*	36.9	8*	45.5	12*	67.2	12*	83.7
	CEDEAO		14*	14.0	14*	19.1	13*	52.4	13*	67.0
	CEEAC		8*	12.6	8*	27.1	8*	41.7	8*	63.6
ASS				18.4		28.2		53.5		69.7

Source: ISU
* Voir note finale.

Titres des
Indicateurs:

Taux brut d'inscription dans l'enseignement
pré-primaire(%)

Taux brut d'admission en dernière année
du primaire (%)

Pays	CER	Objectif EPT 3				Objectif EPT 4			
		Alphabétisation des jeunes				Alphabétisation des adultes			
		Situation de référence		Situation actuelle		Situation de référence		Situation actuelle	
		Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée
Afrique du Sud	CDA			2007	97.6			2007	88.7
Angola	CEEAC, CDA	2001	72.2	2010	73.1	2001	67.4	2010	70.1
Bénin	CEDEAO	2002	45.3	2010	55.0	2002	34.7	2010	42.4
Botswana	CDA	2003	94.0	2010	95.3	2003	81.2	2010	84.5
Burkina Faso	CEDEAO	2003	31.2	2007	39.3	2003	21.8	2007	28.7
Burundi	CAE, CEEAC	2000	73.3	2010	77.6	2000	59.3	2010	67.2
Cameroun	CEEAC	2000	83.1	2007	83.1	2000	68.4	2007	70.7
Cap-Vert	CEDEAO	2004	97.1	2010	98.3	2004	80.0	2010	84.3
Comores	AIGD	2000	80.2	2010	85.6	2000	68.5	2010	74.9
Congo	CEEAC								
Côte d'Ivoire	CEDEAO	2000	60.7	2010	67.0	2000	48.7	2010	56.2
Djibouti	AIGD								
Erythrée	AIGD	2002	77.9	2010	89.3	2002	52.5	2010	67.8
Ethiopie	AIGD	2004	49.9	2007	55.0	2004	35.9	2007	39.0
Gabon	CEEAC	2004	96.7	2010	97.7	2004	83.8	2010	88.4
Gambie	CEDEAO	2000	52.6	2010	66.7	2000	36.8	2010	50.0
Ghana	CEDEAO	2000	70.7	2010	80.8	2000	57.9	2010	67.3
Guinée	CEDEAO	2003	47.1	2010	63.4	2003	29.7	2010	41.0
Guinée-Bissau	CEDEAO	2000	59.5	2010	72.1	2000	41.4	2010	54.2
Guinée Equatoriale	CEEAC	2000	97.1	2010	98.0	2000	88.3	2010	93.9
Kenya	CAE, AIGD	2000	92.5	2010	92.8	2000	82.2	2010	87.4
Lesotho	CDA	2000	90.9	2010	91.9	2000	86.3	2010	89.6
Libéria	CEDEAO	2004	71.2	2010	76.5	2004	54.8	2010	60.8
Madagascar	CDA	2000	70.2	2009	64.9	2000	70.7	2009	64.5
Malawi	CDA			2010	87.1			2010	74.8
Mali	CEDEAO			2010	44.3	2003	24.0	2010	31.1
Maurice	CDA	2000	94.5	2010	96.7	2000	84.3	2010	88.5
Mozambique	CDA	2003	61.9	2010	71.8	2003	48.2	2010	56.1
Namibie	CDA	2001	92.3	2010	93.1	2001	85.0	2010	88.8
Niger	CEDEAO								
Nigéria	CEDEAO	2003	69.0	2010	72.1	2003	54.8	2010	61.3
Ouganda	CAE, AIGD	2002	80.8	2010	87.4	2002	68.1	2010	73.2
RCA	CEEAC	2000	60.8	2010	65.2	2000	50.6	2010	56.0
RDC	CEEAC, CDA	2001	70.4	2010	65.0	2001	67.2	2010	66.8
R.U. de Tanzanie	CAE, CDA	2002	78.4	2010	77.3	2002	69.4	2010	73.2
Rwanda	CAE	2000	77.6	2010	77.5	2000	64.9	2010	71.1
Sao Tomé et Príncipe	CEEAC	2001	95.4	2010	95.3	2001	84.9	2010	89.2
Sénégal	CEDEAO	2002	49.1	2009	65.0	2002	39.3	2009	49.7
Seychelles	CDA	2002	99.1	2010	99.1	2002	91.8	2010	91.8
Sierra Leone	CEDEAO	2004	47.9	2010	59.4	2004	34.8	2010	42.1
Somalie	AIGD								
Soudan (pré-sécession)	AIGD								
Swaziland	CDA	2000	91.9	2010	93.6	2000	81.7	2010	87.4
Tchad	CEEAC	2000	37.6	2010	47.0	2000	25.7	2010	34.5
Togo	CEDEAO	2000	74.4	2009	81.7	2000	53.2	2009	57.1
Zambie	CDA	2002	69.1	2010	74.4	2002	69.1	2010	71.2
Zimbabwe	CDA							2010	92.2
Commission Economique Régionale									
AIGD		4*	75.3	4*	81.1	4*	59.7	4*	66.8
CAE		5*	80.5	5*	82.5	5*	68.8	5*	74.4
CDA		12*	82.1	12*	83.0	12*	75.2	12*	77.7
CEDEAO		13*	59.7	13*	69.0	14*	43.7	14*	51.9
CEEAC		9*	76.3	9*	78.0	9*	66.2	9*	70.8

ASS		72.7		77.9		60.2		67.3
-----	--	------	--	------	--	------	--	------

Source: ISU

Titres des

Jeunes (15-24 ans)

Adultes (15 ans et plus)

* Voir note finale.

Indicateurs:

Taux d'alphabétisation (%)

Taux d'alphabétisation (%)

		Objectif EPT 5				Objectif EPT 6			
		Parité entre les sexes				Rétention au Primaire			
		Situation de référence		Situation actuelle		Situation de référence		Situation actuelle	
		Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée
Pays	CER								
Afrique du Sud	CDA	2002	96.5	2009	95.8				
Angola	CEEAC, CDA			2010	81.3			2009	31.9
Bénin	CEDEAO	2002	69.2	2010	87.1				
Botswana	CDA	2002	99.1	2009	96.5	2002	84.0	2008	93.0
Burkina Faso	CEDEAO	2002	74.2	2011	92.7	2002	66.6	2009	63.6
Burundi	CAE, CEEAC	2002	78.3	2010	98.8	2002	64.6	2009	56.2
Cameroun	CEEAC	2002	86.0	2010	86.2	2002	60.4	2009	66.2
Cap-Vert	CEDEAO	2002	95.8	2010	92.4	2002	84.0	2007	85.7
Comores	AIGD	2002	81.8	2008	92.0				
Congo	CEEAC	2002	95.0	2010	95.0	2002	57.6	2007	70.3
Côte d'Ivoire	CEDEAO	2002	73.7	2011	83.3	2000	86.6	2008	60.8
Djibouti	AIGD	2002	76.3	2011	90.2			2008	64.3
Erythrée	AIGD	2002	79.9	2010	83.8	2002	86.2	2009	69.0
Ethiopie	AIGD	2002	71.0	2010	91.2	2002	51.0	2009	47.5
Gabon	CEEAC	2002	99.4	2011	97.1				
Gambie	CEDEAO	2002	90.3	2010	102.3	2001	60.5	2009	61.1
Ghana	CEDEAO	2002	94.9	2011	99.8	2002	59.5	2008	72.2
Guinée	CEDEAO	2002	75.2	2010	83.8	2003	75.9	2009	65.7
Guinée-Bissau	CEDEAO	2000	67.4	2010	93.8				
Guinée Equatoriale	CEEAC	2002	91.1	2010	97.2			2009	61.9
Kenya	CAE, AIGD	2002	95.0	2009	97.7				
Lesotho	CDA	2002	101.5	2010	97.6	2002	67.0	2009	69.3
Libéria	CEDEAO	2000	73.5	2008	90.7			2007	45.6
Madagascar	CDA	2002	96.3	2010	98.4	2002	55.4	2009	34.6
Malawi	CDA	2002	97.0	2010	103.7	2001	32.8	2009	52.8
Mali	CEDEAO	2002	76.4	2011	88.2	2002	66.1	2010	75.5
Maurice	CDA	2002	100.3	2010	100.6	2002	98.4	2009	97.8
Mozambique	CDA	2002	79.0	2011	90.7	2001	31.7	2010	27.0
Namibie	CDA	2002	101.4	2009	99.0	2002	81.6	2008	82.6
Niger	CEDEAO	2002	69.8	2011	83.7	2002	66.1	2010	69.3
Nigéria	CEDEAO	2002	83.1	2010	91.0	2002	72.7	2009	79.9
Ouganda	CAE, AIGD	2002	96.7	2010	101.4	2002	35.3	2009	31.8
RCA	CEEAC	2002	66.9	2011	72.5			2010	46.5
RDC	CEEAC, CDA	2002	78.7	2010	86.7			2009	54.8
R.U. de Tanzanie	CAE, CDA	2002	96.7	2010	101.6	2001	92.2	2009	81.4
Rwanda	CAE	2002	99.9	2011	102.6				
Sao Tomé et Principe	CEEAC	2002	95.7	2011	97.3	2002	56.6	2008	68.0
Sénégal	CEDEAO	2002	90.6	2010	105.9	2002	71.5	2009	59.6
Seychelles	CDA	2002	99.5	2010	100.0				
Sierra Leone	CEDEAO	2001	67.5	2011	92.8				
Somalie	AIGD			2007	55.0				
Soudan (pré-sécession)	AIGD								
Swaziland	CDA	2002	94.1	2010	91.8	2002	61.3	2009	83.9
Tchad	CEEAC	2002	64.7	2010	72.9	2002	50.1	2009	27.8
Togo	CEDEAO	2002	81.1	2010	89.9	2002	62.8	2009	59.4
Zambie	CDA	2002	93.3	2010	101.3			2008	53.1
Zimbabwe	CDA								
Commission Economique Régionale									
AIGD		5*	83.8	5*	92.9	N/A	N/A	4*	53.1
CAE		5*	93.3	5*	100.4	3*	64.1	3*	56.5
CDA		13*	94.9	13*	96.1	9*	67.2	9*	69.1
CEDEAO		15*	78.8	15*	91.8	11*	70.2	11*	68.4

CEEAC	9*	84.0	9*	89.3	6*	57.9	6*	57.7
ASS		85.9		92.3		65.7		62.0

Source: ISU

Titres des

Indice de parité entre les sexes

Taux de rétention dans la dernière année du

* Voir note finale.

Indicateurs:

Taux brut de scolarisation dans le primaire (%)

primaire (%)

Pays	CER	Accès				Financement			
		Taux de non scolarisation (Primaire)				Dépenses de l'éducation			
		Situation de référence		Situation actuelle		Situation de référence		Situation actuelle	
Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée		
Afrique du Sud	CDAAC	2002	5.5	2009	9.7	2002	20.5	2009	17.9
Angola	CEEAC, CDAAC			2010	14.3			2010	11.4
Bénin	CEDEAO	2003	14.4	2010	6.2	2002	19.9	2009	28.0
Botswana	CDAAC	2002	16.5	2009	12.7			2009	20.3
Burkina Faso	CEDEAO	2002	64.5	2011	36.8			2010	33.0
Burundi	CAE, CEEAC	2002	46.4	2007	10.2	2002	12.4	2010	27.7
Cameroun	CEEAC			2010	6.1	2000	10.9	2010	21.7
Cap-Vert	CEDEAO	2002	1.2	2010	6.5	2002	19.0	2010	23.5
Comores	AIGD	2000	26.6	2007	22.2				
Congo	CEEAC			2010	9.2				
Côte d'Ivoire	CEDEAO	2002	37.9	2009	38.5	2002	25.5	2007	23.6
Djibouti	AIGD	2002	70.5	2009	55.4				
Erythrée	AIGD	2002	56.4	2010	65.1				
Ethiopie	AIGD	2002	53.5	2010	17.8	2002	14.0	2010	30.2
Gabon	CEEAC								
Gambie	CEDEAO	2002	32.7	2010	30.7	2002	14.2	2010	20.1
Ghana	CEDEAO	2002	37.7	2011	15.8			2010	27.8
Guinée	CEDEAO	2002	41.2	2010	23.0				
Guinée-Bissau	CEDEAO	2000	48.8	2010	25.0				
Guinée Equatoriale	CEEAC	2002	26.1	2010	43.7				
Kenya	CAE, AIGD	2002	37.6	2009	16.0	2001	25.8	2010	21.3
Lesotho	CDAAC	2002	23.6	2010	26.3	2002	26.3	2008	29.0
Libéria	CEDEAO							2008	12.3
Madagascar	CDAAC					2002	22.9	2008	23.7
Malawi	CDAAC	2003	1.1	2009	2.5	2001	13.9	2011	18.0
Mali	CEDEAO	2002	50.4	2011	32.8	2001	20.7	2010	31.7
Maurice	CDAAC	2002	6.6	2010	6.6	2001	13.0	2007	13.3
Mozambique	CDAAC	2002	43.5	2011	10.2				
Namibie	CDAAC	2002	8.3	2009	13.6				
Niger	CEDEAO	2002	65.7	2011	37.5	2002	24.0	2010	27.7
Nigéria	CEDEAO	2003	34.4	2010	42.4				
Ouganda	CAE, AIGD			2010	9.0	2004	23.8	2009	28.5
RCA	CEEAC			2011	31.1			2010	11.9
RDC	CEEAC, CDAAC							2010	12.8
R.U. de Tanzanie	CAE, CDAAC	2002	27.0	2008	1.8				
Rwanda	CAE	2002	20.2	2010	1.3			2011	27.0
Sao Tomé et Principe	CEEAC	2002	1.7	2010	1.4				
Sénégal	CEDEAO	2001	38.5	2010	22.0				
Seychelles	CDAAC								
Sierra Leone	CEDEAO							2009	20.3
Somalie	AIGD								
Soudan (pré-sécession)	AIGD								
Swaziland	CDAAC	2002	27.5	2010	14.4	2003	17.7	2008	27.4
Tchad	CEEAC					2001	21.6	2010	12.6
Togo	CEDEAO	2002	9.1	2008	5.7	2000	25.4	2009	24.0
Zambie	CDAAC	2002	25.9	2010	7.3				
Zimbabwe	CDAAC								
Commission Economique Régionale			<i>(moyennes pondérées)</i>						
AIGD		4*	48.7	4*	16.4	N/A	N/A	N/A	N/A
CAE		4*	31.8	4*	7.6	3*	20.7	3*	25.9

CDA	10*	19.9	10*	6.0	N/A	N/A	9*	19.3
CEDEAO	13*	38.2	13*	35.4	N/A	N/A	11*	24.7
CEEAC	N/A	N/A	6*	11.1	N/A	N/A	6*	16.4
ASS		35.1		21.5		N/A		22.4

Source: ISU

* Voir note finale.

Titres des Indicateurs:

Taux d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire (%)

Part des dépenses publiques courantes concernant l'éducation par rapport au total des dépenses (%)

		Facteurs de Qualité							
		Ration élève du primaire/enseignant				Part des enseignants formés			
		Situation de référence		Situation actuelle		Situation de référence		Situation actuelle	
Pays	CER	Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée
Afrique du Sud	CDA	2002	33.8	2009	30.7	2002	77.9	2009	87.4
Angola	CEEAC, CDA			2010	45.8				
Bénin	CEDEAO	2002	53.0	2010	46.4	2003	78.0	2010	42.6
Botswana	CDA	2002	26.4	2009	25.4	2002	89.1	2009	99.6
Burkina Faso	CEDEAO	2002	45.4	2011	48.2	2001	80.4	2011	85.7
Burundi	CAE, CEEAC	2002	49.1	2010	50.6			2009	91.2
Cameroun	CEEAC	2002	60.8	2010	45.5	2003	68.1	2010	57.1
Cap-Vert	CEDEAO	2002	28.8	2010	23.6	2002	67.2	2010	90.0
Comores	AIGD	2002	39.2	2008	30.2			2008	57.4
Congo	CEEAC	2002	56.2	2010	49.1	2003	57.1	2010	86.8
Côte d'Ivoire	CEDEAO	2002	43.9	2011	48.8	2001	99.1	2011	100.0
Djibouti	AIGD	2003	34.5	2011	35.2			2011	100.0
Erythrée	AIGD	2002	44.0	2010	38.0	2002	72.6	2010	93.8
Ethiopie	AIGD	2000	67.3	2010	54.1			2010	39.4
Gabon	CEEAC	2002	42.6	2011	24.5				
Gambie	CEDEAO	2002	38.0	2009	36.6				
Ghana	CEDEAO	2002	32.1	2011	31.0	2002	64.9	2011	50.6
Guinée	CEDEAO	2002	47.2	2010	42.2			2010	65.2
Guinée-Bissau	CEDEAO	2000	44.1	2010	51.9	2000	35.1	2010	38.9
Guinée Equatoriale	CEEAC	2001	43.4	2010	27.2			2010	45.3
Kenya	CAE, AIGD	2002	34.4	2009	46.8	2003	98.7	2009	96.8
Lesotho	CDA	2002	47.0	2010	33.8	2002	72.6	2010	63.4
Libéria	CEDEAO	2000	38.3	2008	24.3			2008	40.2
Madagascar	CDA	2002	47.5	2010	40.1			2010	90.4
Malawi	CDA	0	-	2010	79.3			2010	95.9
Mali	CEDEAO	2002	56.4	2011	48.5			2009	50.0
Maurice	CDA	2002	25.2	2010	21.5	2002	100.0	2010	100.0
Mozambique	CDA	2002	67.2	2011	55.4			2011	80.1
Namibie	CDA	2001	31.6	2009	30.1	2001	57.8	2009	95.6
Niger	CEDEAO	2002	41.3	2011	39.0	2002	69.6	2011	96.4
Nigéria	CEDEAO	2002	40.3	2010	36.0	2004	49.2	2010	66.1
Ouganda	CAE, AIGD	2002	52.7	2010	48.6	2002	80.5	2008	89.4
RCA	CEEAC			2011	81.3			2011	57.5
RDC	CEEAC, CDA	2002	34.3	2010	37.0			2010	91.7
R.U. de Tanzanie	CAE, CDA	2002	53.0	2010	50.8	2002	100.0	2010	94.5
Rwanda	CAE	2002	59.0	2011	58.1	2002	81.2	2011	98.4
Sao Tomé et Principe	CEEAC	2002	32.7	2011	29.8			2011	40.5
Sénégal	CEDEAO	2002	48.9	2010	33.7	2003	55.4	2010	47.9
Seychelles	CDA	2002	13.9	2010	12.5	2002	77.9	2009	99.4
Sierra Leone	CEDEAO	2001	37.3	2011	31.3	2001	78.9	2011	48.0
Somalie	AIGD	0	-	2007	35.5				
Soudan (pré-sécession)	AIGD								
Swaziland	CDA	2002	31.1	2010	32.3	2002	90.6	2010	73.1
Tchad	CEEAC	2002	68.0	2010	62.2			2010	70.2
Togo	CEDEAO	2002	35.2	2010	40.6	2002	19.5	2010	76.7
Zambie	CDA	2002	55.0	2010	58.0				
Zimbabwe	CDA								
Commission Economique Régionale									
AIGD		5*	46.6	5*	44.5	N/A	N/A	5*	83.9

CAE	5*	49.6	5*	51.0	5*	N/A	5*	94.1
CDA	12*	38.8	12*	35.6	12*	N/A	12*	89.3
CEDEAO	15*	42.0	15*	38.8	14*	63.4	14*	67.5
CEEAC	8*	48.4	8*	40.7	8*	N/A	8*	67.5
ASS		43.4		41.1		N/A		74.8

Source : ISU

Titres des
Indicateurs:

Ration élève/enseignant au primaire

Part des enseignants du primaire formés (%)

* Voir note finale.

Pays	CER	Qualité		Résultats d'apprentissage					
		Ration manuel scolaire		Taux de réussite au PASEC				Taux de réussite au SACMEQ	
		Situation actuelle		Lecture		Math		Lecture	Math
		Année	Donnée	Année	Donnée	Année	Donnée		
Afrique du Sud	CDA							51.7	30.8
Angola	CEEAC, CDA	2010	2.9						
Bénin	CEDEAO	2010	1.1	2005	26.4	2005	30.4		
Botswana	CDA							75.8	43.6
Burkina Faso	CEDEAO	2011	0.8	2007	38.2	2007	52.7		
Burundi	CAE, CEEAC	2010	3.7	2010	53.4	2010	66.4		
Cameroun	CEEAC	2010	11.2	2005	71.2	2005	63.5		
Cap-Vert	CEDEAO	2010	1.0						
Comores	AIGD			2009	24.2	2009	41.8		
Congo	CEEAC	2010	1.8	2007	37.4	2007	43.6		
Côte d'Ivoire	CEDEAO	2009	2.0	2009	38.2	2009	25.4		
Djibouti	AIGD								
Erythrée	AIGD								
Ethiopie	AIGD	2010	1.5						
Gabon	CEEAC			2006	84.0	2006	70.4		
Gambie	CEDEAO	2010	2.3						
Ghana	CEDEAO								
Guinée	CEDEAO	2010	1.0						
Guinée-Bissau	CEDEAO								
Guinée Equatoriale	CEEAC								
Kenya	CAE, AIGD							80.2	61.7
Lesotho	CDA							47.5	18.9
Libéria	CEDEAO								
Madagascar	CDA	2010	0.8	2005	36.2	2005	80.7		
Malawi	CDA							26.7	8.3
Mali	CEDEAO	2011	1.0						
Maurice	CDA	2010	0.3					78.8	73.3
Mozambique	CDA	2011	1.6					56.5	25.8
Namibie	CDA							61.3	18.3
Niger	CEDEAO	2011	1.0						
Nigéria	CEDEAO								
Ouganda	CAE, AIGD	2010	2.4					54.2	25.1
RCA	CEEAC	2010	8.0						
RDC	CEEAC, CDA	2010	1.8	2010	48.0	2010	64.4		
R.U. de Tanzanie	CAE, CDA	2010	2.0					89.9	56.9
Rwanda	CAE	2010	0.4						
Sao Tomé et Príncipe	CEEAC	2011	1.1						
Sénégal	CEDEAO			2007	45.6	2007	62.0		
Seychelles	CDA							78.1	57.7
Sierra Leone	CEDEAO								
Somalie	AIGD								
Soudan (pré-sécession)	AIGD								
Swaziland	CDA							93.0	55.7
Tchad	CEEAC	2010	3.2	2010	37.2	2010	42.2		
Togo	CEDEAO	2010	2.4	2010	26.6	2010	42.7		
Zambie	CDA							27.4	8.2
Zimbabwe	CDA							62.8	42.7
Commission Economique Régionale									
AIGD		2*	1.9	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

CAE	4*	2.1	N/A	N/A	N/A	N/A	75.7	42.6
CDAA	6*	1.6	N/A	N/A	N/A	N/A	63.7	35.9
CEDEAO	9*	1.4	5*	35.0	5*	42.6	N/A	N/A
CEEAC	8*	4.2	6*	55.2	6*	58.4	N/A	N/A
ASS		2.3		43.6		52.8	64.2	36.9

Source: ISU, PASEC et SACMEQ *
Voir note finale

Titres des
Indicateurs:

Ration Elève du
primaire/manuel
scolaire (lecture)

Part des élèves qui atteignent le score
minimum

Part des élèves qui
atteignent le score
minimum

Note pour les tableaux

* Afin de garantir une comparaison historique des données et à cause des tailles d'échantillons relativement petites, les moyennes par CER sont calculées pour les Etats membres avec à la fois des données de la situation de référence et des données pour l'année en cours; ces figures indiquent le nombre de pays considérés.

Annexe 3: La Déclaration de Luanda



L'INITIATIVE D'ACCELERATION DE L'EPT "LA GRANDE POUSSEE" RECOMMANDATION DE LUANDA

Contexte

Au Forum mondial de l'Éducation à Dakar au Sénégal, tenu en 2000, les pays de l'Afrique Sub-saharienne ont unanimement pris la décision de mener les efforts nécessaires pour atteindre les 6 objectifs de

l'Éducation pour tous, d'ici 2015. Depuis lors, des progrès significatifs ont été enregistrés en éducation dans les pays. Toutefois, à moins de trois années de 2015 (année cible), une majorité écrasante de pays n'atteindra pas les six objectifs de l'EPT. Les données sur la situation de l'EPT indiquent clairement que, des 45 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels les données sont disponibles, au moins 32 pays n'atteindront probablement pas les six objectifs de l'EPT, tandis que 12 pays ont encore une bonne chance de les atteindre si le progrès est accéléré.

De ce fait des actions urgentes et stratégiques sont nécessaires pour accélérer les progrès de l'EPT, à travers la mobilisation d'un engagement politique et financier traduit en action plus fortes au niveau national, régional et mondial. Pour la plupart des pays, signifie accroître les possibilités d'atteindre davantage, voir la totalité des six objectifs.

La recommandation finale de la Réunion mondiale sur l'EPT (Paris, novembre 2012) a exhorté les pays à faire preuve d'engagement et à faire un effort supplémentaire pour améliorer les indicateurs de l'EPT dans les années restantes avant 2015. L'UNESCO a été exhorté à mobiliser les partenaires et à prendre les commandes pour aider les pays dans leurs efforts pour la "Grande Poussée" en faveur de l'EPT.

Afin de répondre à cette tâche, l'UNESCO et ses partenaires ont lancé une initiative visant à soutenir les pays d'Afrique sub-saharienne dans l'accélération des progrès de l'EPT vers la date butoir de 2015. La mise en œuvre de cette Initiative est basée sur un partenariat des membres du Comité de pilotage de la Coordination régionale de l'EPT en Afrique subsaharienne (ADEA, ANCEFA, CONFEMEN, FAWA, UNESCO, UNICEF et UNFPA) et les bureaux pays concernés de l'UNESCO.

Lancée à Dakar en Mars 2013, l'Initiative la « Grande Poussée » a jusqu'ici reçu la participation des pays suivants : l'Angola, le Tchad, la Côte-d'Ivoire, le Lesotho, le Niger, le Sénégal, le Swaziland et la Zambie, qui ont mis au point leurs cadres nationaux d'accélération de l'EPT.

Sept mois plus tard, le deuxième atelier régional a été organisé à Luanda, Angola, du 18 au 22 octobre 2013, pour faire le bilan des progrès accomplis jusqu'ici par les pays de la première phase, en donnant une occasion de partage d'expérience et de formation sur le développement d'un cadre d'accélération à un deuxième groupe de pays ayant adhéré à l'initiative, à savoir : Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Madagascar, Rwanda, République Démocratique du Congo, Kenya, Libéria, Togo, Ouganda, et Sao Tomé-et-Principe, dont l'adhésion est en cours. Les représentants de tous les pays, à l'exception de Madagascar, Rwanda, la République Démocratique du Congo et la Gambie, ont assisté à la partie technique de cette 2^{ème} rencontre la Grande Poussée.

L'atelier régional de Luanda a également été l'occasion de discuter la feuille de route des rapports nationaux de l'EPT en Afrique sub-saharienne dans la préparation du Forum mondial sur l'éducation, qui se tiendra à Séoul, en République de Corée en 2015, élaborer l'agenda de l'éducation de l'après-2015 et procéder au lancement du Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes.

L'Initiative de "La Grande Poussée": Réalisations, défis et opportunités

Les Ministres, les vice-ministres, les représentants des 15 pays participant et les partenaires EPT à la présente réunion ont reconnu la valeur ajoutée de l'initiative d'accélération comme un stimulant pour leurs plans d'EPT existants. Les pays qui ont enregistré les plus forts progrès sont ceux pour lesquels il est noté

une forte volonté politique au plus haut niveau, l'appropriation de la nécessité d'accélérer la réalisation des objectifs de l'EPT et l'engagement des partenaires dès le départ.

Cependant, malgré les progrès réalisés dans l'initiative jusqu'ici, certains défis demeurent:

- Une restitution limitée et une faible implication des acteurs de l'éducation interne et externe ont conduit à une compréhension insuffisante des objectifs et les modalités de l'Initiative d'accélération de l'EPT;
- Une faible cohérence et l'absence de continuité dans les actions de coordination au niveau des pays ;
- une attention insuffisante dans l'élaboration des cadres nationaux d'accélération, dans les domaines du plaidoyer, de la mobilisation de partenariat, de la communication mais aussi dans la recherche d'approches novatrices et créatives.
- des retards dans la finalisation du Cadre d'accélération et la mobilisation de toutes les parties prenantes à travers des exercices de lancement officiel.
- Un faible leadership au niveau de la conception du Cadre d'accélération de la grande poussée et du processus de suivi dans plusieurs pays.

Plusieurs pays ont toutefois mis en évidence l'existence d'opportunités intéressantes au niveau national qui valent la peine d'être poursuivies:

- L'appropriation par les décideurs de haut niveau conduit à une mobilisation accrue des organismes gouvernementaux, du secteur privé, du parlement et des organisations de la société civile, entre autres;
- La reconnaissance accrue et la meilleure compréhension des objectifs de l'EPT, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur de l'éducation;
- La mobilisation des ressources du Cadre d'accélération pour assurer la réduction de la dépendance financière externe par la mobilisation des partenaires non traditionnels;
- l'engagement dans le processus de l'accélération de l'EPT dans les pays conduit à l'adoption de modalités décentralisées ;

Recommandations

Reconnaissant les réalisations, les défis et les opportunités ci-dessus énumérées et considérant que l'année cible de l'EPT de 2015 est à seulement deux ans, la réunion des ministres des pays de la Grande Poussée met en avant les recommandations suivantes pour examen par les ministres de l'Education en Afrique :

1. Approuver le cadre de l'accélération de l'EPT et fournir un leadership efficace pour la « Grande Poussée » au niveau des pays;
2. Mettre en place un mécanisme de suivi et de reportages systématiques sur le processus d'accélération EPT au niveau national ;
3. Approuver et soumettre les rapports de progrès à la Coordination de l'EPT au niveau continental pour transmission au Comité directeur mondial de l'EPT ;
4. Fournir et soutenir un leadership basé sur un partenariat participatif et inclusif ascendant et descendant, afin de soutenir le développement et la mise en œuvre du Cadre d'accélération de l'EPT au niveau pays;
5. Mobiliser les ressources nationales, les partenaires techniques et financiers tout en innovant dans la démarche au niveau pays ;
6. Contribuer au processus continental de développement d'une base de données des meilleures pratiques dans l'EPT afin de promouvoir la coopération Sud-Sud entre les pays africains et d'ailleurs;

Reconnaissant que le succès de l'initiative d'accélération de l'Education pour tous « La grande Poussée » est basé sur une coordination efficace et efficiente des différents acteurs au niveau national, régional et continental et prenant connaissance de la situation actuelle qui identifie plusieurs défis, la Réunion recommande :

Au niveau National

Les ministres de l'Éducation devront:

1. S'assurer que l'initiative d'accélération de l'EPT est placée sous le patronage de la plus haute autorité du pays;
2. S'assurer que l'initiative d'accélération de l'EPT est intégrée aux structures ou mécanismes de coordination existants responsable de l'éducation avec une attention particulière sur les objectifs en retards
3. Fournir à l'unité de coordination des ressources humaines et financières suffisantes pour lui permettre de s'acquitter avec succès de sa mission;

Au niveau Communautés économiques Régionales

L'UNESCO et les partenaires de l'EPT, constituées en entités régionales de coordination devront:

1. Prendre les mesures nécessaires pour mobiliser les partenaires et fournir le support technique pour la réalisation des objectifs de la « Grande Poussée »;
2. Être opérationnels et fonctionner en harmonie avec les unités de coordination nationale;
3. Mobiliser les ressources appropriées pour s'acquitter de leur mission;
4. Collecter et disséminer les meilleurs pratiques à travers une variété de canaux de diffusion.

Au niveau Continental

Le comité de coordination de l'EPT en Afrique subsaharienne²⁹ devra:

1. Assurer une communication efficace et efficiente entre les trois niveaux de coordination;
2. Veiller à ce que les membres s'impliquent pour permettre au comité de remplir pleinement sa mission.

Revue nationale de l'EPT et agenda post 2015 pour l'Education

1. Diriger les processus nationaux d'évaluation de l'EPT et soumettre les rapports pays à la mi-2014, en préparation de la réunion sur l'EPT de Séoul (République de Corée) en 2015;
2. Veiller à ce que la vision de l'Education pour Tous demeure une priorité dans l'agenda pour l'après 2015 ;

Alphabétisation et éducation des adultes

1. Renforcer l'Alphabétisation et l'éducation des adultes en mobilisant les ressources et en engageant et partageant les responsabilités avec la société civile et les bénéficiaires ;
2. Continuer à prioriser l'apprentissage et l'éducation des adultes dans les programmes gouvernementaux et s'assurer que l'alphabétisation des adultes comme fondement de

²⁹ ADEA, ANCEFA, CONFEMEN, FAWE, UNESCO, UNICEF et UNFPA

l'apprentissage tout au long de la vie est prise en compte de manière consistante dans le cadre de l'EPT.

À l'unanimité, les ministres, vice-ministres, représentants de 15 pays participants et partenaires EPT ont exprimé leur appréciation sincère au Gouvernement de l'Angola pour l'hospitalité chaleureuse et la générosité et salué le haut niveau d'engagement et d'investissement du Gouvernement Angolais pour la tenue et la réussite de la 2^e réunion de la « Grande Poussée ».

Luanda, Angola, 22 octobre 2013

Annexe 4: Etat d'avancement de l'EPT en ASS, Priorités pour l'accélération et visions pour l'après 2015 au niveau des CER³⁰

Sous-région	Situation au niveau de l'EPT	Réalisations et défis EPT	Cadre d'accélération	Agenda éducatif Post 2015
CAE	<p>Le taux d'inscription au préscolaire augmente considérablement Une réduction remarquable des abandons scolaires (de 32% à 8% de 2002 à 2011), ce qui rend l'EPE tout à fait réalisable. Haut niveau d'engagement budgétaire à l'éducation: 21%</p> <p>Taux les plus élevés d'enseignants qualifiés en Afrique subsaharienne Acquis scolaires: les résultats SACMEQ sont au-dessus de la moyenne (75.7 en lecture et 42.6% en maths pour une moyenne globale 64.2% et 36.9%, respectivement).</p> <p>Taux d'alphabétisation relativement bons (82% pour les jeunes 74% pour les adultes, contre 78% et 67% respectivement pour l'ASS).</p> <p>Parité Genre au niveau de l'accès au primaire dans tous les 5 pays en 2010. 2 millions en âge d'aller à l'école sont hors du système scolaire.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> Aucun progrès durable n'a été réalisé vers l'EPT sans l'implication et le soutien de la communauté</p> <p><u>Message clé n° 2:</u> Les questions de gouvernance sont souvent un obstacle majeur au progrès</p> <p><u>Message clé n°3:</u> Le Cadre d'Action de Dakar a délivré un message fort en vue d'un partenariat ciblé et durable entre les gouvernements Africains et leurs partenaires au développement pour favoriser l'accès à l'enseignement primaire.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> D'aujourd'hui à 2015, les efforts EPT au sein de la CAE devraient être centrés sur l'EPPE et l'amélioration de la qualité, dans le cadre de la coopération régionale et en partageant les meilleures pratiques.</p>	<p><u>Message n°1:</u> La priorité des priorités après 2015 des efforts aux niveaux national et régional devrait être portée sur la nécessité d'offrir à tous l'accès à une éducation de base élargie de qualité de permettre à tous de compléter cette formation de base.</p>

³⁰ Source: Rapport EPT ASS, 2012, UNESCO BREDIA

Sous-Région	Situation au niveau de l'EPT	Réalizations et défis EPT	Cadre d'accélération	Agenda éducatif Post 2015
CEEAC	<p>Les taux d'inscription au préscolaire ont plus que doublé.</p> <p>Progrès considérable d'achèvement du primaire, 50% au cours de la décennie.</p> <p>Grands défis en termes de réalisation de l'EPT puisque en moyenne on 35% des élèves n'achèvent pas le cycle primaire.</p> <p>Les index de parité genre: certains des plus bas du Continent se trouvent ici,</p> <p>Le niveau d'alphabétisation est stationnaire aussi bien pour les jeunes et les adultes et se situe très légèrement au-dessus à la moyenne en ASS.</p> <p>Les acquis scolaires sont au-dessus de la moyenne spécialement en mathématiques.</p> <p>Niveau relativement bas en ce qui concerne le financement du secteur (16.4% des budgets de fonctionnement des pays en moyenne sur 22.4% pour l'ASS), et dans certains cas terriblement faible (en RCA, Tchad et RDC, il est en dessous de 13%).</p> <p>2.5 millions d'enfants non scolarisés.</p> <p>Les disparités entre les pays sont toutefois considérables.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> Le Cadre d'action de Dakar, a appelé à des partenariats forts entre les gouvernements et les partenaires au développement d'une part, et d'autre part, entre les ministères de l'éducation et les communautés locales afin de permettre des progrès tangibles vers tous les objectifs EPT dans toute l'Afrique centrale.</p> <p><u>Message clé n° 2:</u> Le progrès vers la réalisation des objectifs de l'EPT se heurte partout au manqué de ressources techniques et financiers, l'accroissement rapide de la population, les inégalités sociales, la coordination politique inadéquate, et les liens entre l'éducation et les autres secteurs y contribuant ainsi que la mauvaise gestion.</p> <p><u>Message clé n° 3:</u> Les pays de la CEAC ont acquis au cours de la décennie écoulée, un savoir une expérience considérable en ce qui concerne l'EPT. Cela constitue une base intéressante pour un dialogue politique fructueux dans la région et en dehors.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> Le développement de l'Education et de la Protection de la petite enfance et la nécessité de finaliser le processus d'Education Primaire Universel sont les priorités des priorités de la région même s'ils nécessitent des ressources additionnelles pour être réalisées d'ici l'échéance de 2015.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> L'agenda post-2015 pour la région devrait être développé autour des questions majeures que sont l'Inclusion, la Qualité (Enseignants et Amélioration des environnements d'apprentissage) les compétences pour l'emploi.</p>

Sous-région	Situation au niveau de l'EPT	Réalisations et défis EPT	Cadre d'accélération	Agenda éducatif Post 2015
CEDEAO	<p>Progrès quant à l'achèvement de l'enseignement primaire qui a augmenté 52 à 67% entre 2002-2011,</p> <p>L'égalité Genre s'est améliorée considérablement au niveau primaire, et équivaut aujourd'hui à la moyenne en ASS.</p> <p>Les taux d'alphabétisation les plus bas (seulement 69% pour les jeunes et 52% pour les adultes (la moyenne en ASS est de 73% et 67% respectivement). La majorité des analphabètes sont des filles et des jeunes femmes.</p> <p>Les résultats d'apprentissage sont très faibles.</p> <p>L'écart le plus important à combler pour atteindre l'EPT est celui lié à l'Enseignement Primaire Universel qui reste d'ailleurs inatteignable pour nombre de pays : plus de 35% des enfants en Afrique de l'Ouest sont hors de l'école, ce qui fait au total 17 millions.</p> <p>A l'exception du Cap-Vert et du Ghana, la sous-région de la CEDEAO fait état aussi de faibles taux de rétention à l'école primaire et des niveaux d'accès au préscolaire également bas.</p> <p>Mis à part le Libéria, tous les autres Etats membres de la CEDEAO consacrent à l'éducation, en moyenne 24,7 % de leur budget de fonctionnement. C'est plus que la moyenne en ASS qui est de 22.4%.</p>	<p><u>Message n° 1:</u> Les statistiques indiquent des avancées vers les objectifs EPT en Afrique de l'Ouest. Elles relèvent, cependant, de fortes disparités aussi bien entre les pays et à l'intérieur des pays qui sont liés aux défis de la pauvreté, la démographie, la géographie et des traditions et qui s'expriment sous diverses formes et nécessitant par conséquent des stratégies et politiques adaptées aux contextes.</p> <p><u>Message clé n° 2:</u> A travers l'intégration des écoles religieuses dans le système formel, l'exploration des moyens éducatifs non formels, l'enseignement bilingue et la douloureuse expérience de reconstruction d'un système éducatif fortement endommagé par de violents conflits, la CEDEAO, a acquis une expertise certain et a développé des pratiques éducatives dont les autres pays peuvent bénéficier dans le cadre de l'EPT.</p> <p><u>Message n° 3:</u> Les progrès, au crédit de l'agenda EPT dans le monde, réalisés au cours de la dernière décennie (la sensibilisation, planification et actions bien ciblées ainsi que la mobilisation des ressources) doivent être modulés par les dommages qu'il a parfois induits à travers l'approche du « une taille pour tous » ainsi que la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> Afin d'accélérer les progrès vers l'EPT au moment où l'échéance approche à grands pas, l'Afrique de l'Ouest devrait privilégier les actions permettant d'apporter l'éducation à chaque enfant et d'amener chaque enfant à l'éducation quel qu'en soit le coût et d'investir dans les enseignants en tant que facteur clé pour la qualité.</p>	<p><u>Message clé 1:</u> Une éducation de base élargie et inclusive de qualité définit la vision de l'Afrique de l'Ouest pour l'éducation de ses enfants et de ses jeunes après 2015.</p>

Sous-	Situation au niveau de l'EPT	Réalisations et défis EPT	Cadre d'accélération	Agenda éducatif
-------	------------------------------	---------------------------	----------------------	-----------------

région				Post 2015
IAGD	<p>Le taux brut de scolarisation au préscolaire a timidement progressé pour atteindre les 19%, ce qui est bien en deçà de la moyenne en ASS (28 %).</p> <p>Bien que les Etats membres de l'IAGD aient considérablement progressé vers l'achèvement du primaire (de 39% à 51%), le fait que la moitié des enfants ne terminent pas le cycle primaire constitue une préoccupation majeure.</p> <p>Les enfants hors du système scolaire sont au nombre d'environ 6 millions soit 16% de ceux en âge d'aller à l'école, ce qui est inférieur à la moyenne en ASS.</p> <p>S'agissant de l'alphabétisation des jeunes et des adultes, la moyenne de l'IAGD est équivalente à celle de l'ASS.</p> <p>La parité en matière de genre au primaire est de 93% tandis que la moyenne ASS est de 96%.</p> <p>La survie au primaire est la plus basse de l'Afrique: 53% contre 62% comme taux moyen en ASS.</p> <p>Même si le taux REM a chuté à 44:1, la distribution d'enseignants qualifiés est 84% et supérieur au taux ASS.</p> <p>L'accès à l'ETFP (en tant que composante de l'enseignement secondaire) se situe à 13.6, conforme à la moyenne en ASS.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> L'accroissement rapide de la population dans certains des pays couplé avec une population nomade importante ainsi que le conservatisme religieux dans certains des pays représentent des défis sérieux à relever pour offrir des opportunités éducatives requises à tous en particulier les filles.</p> <p><u>Message clé n° 2:</u> L'abolition des frais de scolarité au primaire témoigne d'un engagement politique des pays à l'éducation et d'un niveau conséquent d'allocation de ressources au secteur. Elle a un impact positif direct et immédiat sur les inscriptions dans les écoles si elle est accompagnée d'un appui externe durable ainsi que d'un fort partenariat secteur public – privé.</p> <p><u>Message n° 3:</u> Le Cadre d'Action, au-delà de ses bienfaits avérés, a mis en évidence, trois défis concomitants: (i) une tension intra-sectorielle résultant de la priorisation de l'enseignement primaire dans un environnement marquée par de fortes contraintes en matière de ressources (ii) des questions de coordination qui procèdent des implications interministérielle et intersectorielle de l'EPT et (iii) nouer des partenariats avec les communautés locales et la société civile au sens large et les partenaires au développement externes.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> Les stratégies d'accélération pour atteindre les objectifs de 2015 doivent être abordables et rentable, réaliste et évolutive. S'ils venaient à mobiliser des ressources supplémentaires la plupart des pays choisirait alors de s'atteler en priorité au développement des infrastructures scolaires, l'augmentation du nombre d'enseignants qualifiés et le développement des matériels d'enseignement en vue d'atteindre les objectifs à multiple facettes d'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire pour tous les enfants.</p>	<p><u>Message n° 1:</u> En plus des objectifs généraux d'expansion de l'éducation de base et d'amélioration de la qualité, la pierre angulaire de l'agenda post 2015 sera forcément la préparation des jeunes au monde du travail. Pendant que des nombres sans cesse croissants accèdent à l'école, l'éducation pour l'avenir sera appelé à développer des compétences et à les traduire en termes d'employabilité et d'entrepreneuriat.</p>

Sous-région	Situation au niveau de l'EPT	Réalizations et défis EPT	Cadre d'accélération	Agenda éducatif Post 2015
CDAA	<p>L'accès au préscolaire n'est pas importante 45 % en moyenne mais progresse sensiblement.</p> <p>Des progrès remarquables en éducation primaire avec 84% des enfants d'âge scolaire qui achèvent le primaire en moyenne (au-dessus de la moyenne ASS de 70%). L'Enseignement primaire Universel reste à portée de main pour la plupart des pays de la région.</p> <p>La proportion des hors systèmes scolaires au primaire est le plus bas de toutes les sous-régions. Elle se situe à 6%, et a été réduite de manière drastique.</p> <p>La parité en matière de genre est généralement élevée: 97% pour les 11 pays.</p> <p>Les acquis éducatifs sont faibles (particulièrement en mathématiques) en dépit des conditions d'enseignement relativement bonnes (le ratio élève-enseignant est de 36:1 tandis que 89% des enseignants sont qualifiés).</p> <p>Le taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes en région CDAA sont généralement plus élevés que dans les autres sous-régions et sont de 10-15% au-dessus de la moyenne en ASS.</p> <p>Aujourd'hui, l'enseignement supérieur nécessite peut-être une attention plus grande et l'ETFP pourrait être renforcé pour favoriser le développement socioéconomique.</p> <p>La prévalence du VIH/SIDA se situant à plus de 12%, constitue un autre défi majeur à relever au niveau de l'éducation dans la sous-région.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> La sous-région de la CDAA accuse des progrès dans tous les domaines du Cadre d'Action mais, de manière générale, demeure handicapée par des ressources techniques et financières insuffisants, de même que par de coordination politique appropriée et une gestion faible.</p> <p><u>Message clé n° 2:</u> L'implication des communautés dans les constructions scolaires et dans la gestion de l'éducation d'une part et l'accroissement de l'offre des services éducatifs par le privé, d'autre part, témoignent d'un potentiel interne élevé en termes de mobilisation de ressources. De plus, le manque d'expertise technique peut être résolu à travers la coopération régionale ou inter-pays.</p> <p><u>Message clé n° 3:</u> Les objectifs internationaux en faveur de l'EPT et les efforts mondiaux y relatifs sont crédités d'avoir fourni une orientation stratégique à la planification et la budgétisation de l'éducation dans la région. Par ailleurs, l'effet de synergie de l'ensemble EPT-OMD a été fructueux. Plus important encore, le Cadre d'Action a servi de repère pour assurer le suivi de l'évolution en ce qui concerne l'EPU et l'éducation des adultes.</p>	<p><u>Message clé n° 1:</u> Pour la période 2013-2015, les pays d'Afrique Australe souhaitent de mettre la priorité sur l'accès équitable, la qualité (enseignants) et l'EPPE dans le cadre des efforts d'accélération de l'EPT aux plans national et régional.</p>	<p><u>Message n° 1:</u> L'agenda éducatif post 2015 devrait avoir comme priorité la qualité de l'éducation avec un accent particulier sur l'amélioration les acquis scolaires dans une vision d'éducation de base élargie qui encourage également l'accès des groupes marginalisés à l'éducation.</p>

REFERENCES

ADEA (Association for the Development of Education in Africa). 2012. AU Outlook on Education Reports: *Continental Report, East African Community, Economic Community of Central African States, Economic Community of West African States and South African Development Community*.

African Youth Declaration on Post 2015, Novembre 2012:

<http://www.whiteband.org/sites/default/files/African%20Youth%20Declaration%20on%20Post-2015.pdf>

ANCEFA (African Network Campaign on Education For All). 2012. *Civil Society Advocacy Paper for the Second Decade for Education in Africa (2006-15)*.

Common African Position (CAP) On The Post-2015 Development Agenda, 22^{ème} session ordinaire de l'Union Africaine

COMMONWEALTH Recommendations for the Post-2015 Development Framework for Education, Commonwealth Secretariat, Working Group, 12-13 Décembre 2012, <http://www.worldwewant2015.org/node/295920>.

CONFEMEN (Conférence des Ministres de l'Éducation des États et Gouvernements de la Francophonie) Déclaration ministérielles sur les priorités de l'agenda de l'éducation post-2015, Juillet 2013.

ECOSOC (Economic and Social Council of the United Nations). 2011. *Le Droit à l'Éducation pour Tous en Afrique : Améliorer la Qualité et Renforcer l'Équité - Rapport de Synthèse*. Lomé, 12 Avril 2011.

HCNUR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés). 2012 *Regional Operations Profile – Africa*. <http://www.unhcr.org/pages/4a02d7fd6.html>. Consulté le 14 Novembre 2011

HLG (High Level Group). 2011. *L'éducation pour tous en Afrique subsaharienne en 2010*. Rapport de la réunion du HLG . Jomtien, March 22-24, 2011. UNESCO-BREDA.

PASEC. *Synthèse des résultats PASEC VII-VIII-IX*.

PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) rapport sur le développement humain : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2013_french.pdf

Rapport de suivi EPT, 2011.

Rapport de suivi EPT 2012

SACMEQ. 2010. *SACMEQ III Project Results*.

ISU (Institut des Statistiques de l'UNESCO). 2012. *Reaching Out-of-School Children is Crucial for Development*. UIS Fact Sheet No.18. June.

ISU (Institut des Statistiques de l'UNESCO). Base de données en ligne. Consulté en Octobre 2012.

UIS (UNESCO Institute of Statistics). 2012. *Reaching Out-of-School Children is Crucial for Development*. UIS Fact Sheet No.18. June.

UNAIDS 2013 Global Report.

UNESCO/BREDA (Bureau régional de l'UNESCO pour l'Éducation en Afrique). 2012. Profils EPT de 44 pays d'Afrique et des Communautés Économiques régionales (CAE, CEEAC, CEDEAO et CDAA)